

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 09 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°160 ■

FAUT-IL ETRE OURS OU
TAUREAUX, HAUSSIER
OU BAISSIER, MALTHUSIEN
OU SCHUMPETERIEN

Quel comportement des
investisseurs ? Quelles évolutions
pour l'économie mondiale ?

P 8 et 9

CÉRÉALES

L'Algérie augmente ses capacités de stockage

L'Algérie s'est donné comme défi, d'assurer sa sécurité alimentaire. Pour y parvenir, tous les moyens ont été mis œuvre, et particulièrement les moyens de stockage, en ce moment, ou le secteur affiche des performances à la hauteur des ambitions nationales. P 3



CAISSE DE GARANTIE
DES MARCHÉS PUBLICS

**Lancement d'un
nouveau site web
adapté à l'évolution
numérique**

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) a annoncé dans un communiqué, le lancement d'un nouveau site web, à l'occasion du 61e anniversaire de la fête de l'indépendance et la jeunesse.

P 2

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES

**Engagements
honorés et
perspectives
prometteuses**

Les exportations hors hydrocarbures en Algérie connaissent une dynamique sans précédent, passant de 1,7 Md Usd en 2019 à 7 Mds Usd en 2022, pour atteindre 13 Mds Usd à la fin de l'année en cours, ce qui s'inscrit en droite ligne des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a placé, depuis son élection, le défi de la sortie de l'économie fondée sur les hydrocarbures en tête des priorités.

P 4

AFIN DE CONTRER LE DOLLAR
AMÉRICAIN

**Les BRICS veulent
créer une monnaie
commune**

La coalition économique des nations connues sous le nom de BRICS a l'ambition « à moyen et long terme » de créer une nouvelle monnaie mondiale et de défier le dollar américain. L'annonce a été faite par le directeur financier de la nouvelle banque de développement des BRICS, Leslie Maasdorp, dans une déclaration accordée à Bloomberg TV.

P 5

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

SONATRACH

474 offres de recrutement à Adrar et de Timimoune

La Sonatrach a organisé, ce samedi, deux concours de recrutement dans les wilayas de Timimoune et d'Adrar. En effet, 474 personnes seront sélectionnées, dans diverses spécialités, pour répondre aux besoins du groupe au niveau de ses installations implantées dans les deux wilayas.

La première offre comprend 108 postes d'emploi dans la wilaya d'Adrar, tandis que la seconde concerne 366 postes d'emploi pour la wilaya de Timimoune.

Ces deux concours s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan emploi pour l'année 2023 à même de répondre aux besoins du Groupe Sonatrach. En détail, 242 candidats

concourent pour 366 postes de travail à pourvoir au niveau de la wilaya de Timimoune. Les épreuves du concours se dérouleront au niveau du Centre de Formation Professionnelle et d'Apprentissage N°02 de Timimoune.

Quant à la wilaya d'Adrar, les 455 candidats concourent pour 108 postes. Les tests de sélection auront lieu au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage, feu Moudjahdi Abdallah Bakhda dans la commune d'Ouled Ahmed Tammi. Les candidats ont été convoqués via l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANEM).

Un mécanisme adopté dans tous les processus de sélection organisés par le Groupe Sonatrach dans le but d'assurer la transparence et l'intégrité de toutes ses filières, précise un communiqué du Groupe pétro-gazier. Les deux concours de sélection, théorie et pratique, se poursuivront du 7 juillet au 13 juillet 2023. Le groupe Sonatrach a réitéré, dans son communiqué, « son engagement à respecter le principe de la transparence dans les opérations de recrutement et à réaliser l'égalité des chances dans tous les concours de recrutement qu'il organise, en vue d'attirer les compétences qualifiées ».

S.T.

CAISSE DE GARANTIE DES MARCHÉS PUBLICS

Lancement d'un nouveau site web adapté à l'évolution numérique

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) a annoncé dans un communiqué, le lancement d'un nouveau site web, à l'occasion du 61^e anniversaire de la fête de l'indépendance et la jeunesse.

Par R.E.

La caisse, placée sous la tutelle du ministère des Finances, a précisé que ce nouveau portail électronique, disponible via le lien: www.cgmp.dz, est doté d'une interface moderne, simplifiée et facile à utiliser, avec des caractéristiques adaptées à l'évolution numérique dans le domaine de la conception de sites électroniques.

Le nouveau site web, réalisé par des ingénieurs spécialisés de la caisse, regroupe tous les services et les produits que la caisse met sous la disposition des opérateurs économiques ayant des marchés publics, ajoute le communiqué, indiquant qu'en plus d'une carte interactive des projets financés, la caisse a alloué un nouvel espace à ses clients, qui leur permet de simuler, de manière discrétionnaire, la valeur de

la facture ou le montant à payer, selon la caution ou l'avance obtenue auprès de la caisse". La caisse a également précisé que grâce à ce nouveau site web, les promoteurs pourront à travers la fonctionnalité "Hissabi" s'inscrire et accéder au portail commercial qui permet à chaque entreprise souhaitant obtenir des produits de la caisse, de "télécharger et de transmettre facilement et rapidement tous les documents nécessaires pour constituer un dossier qui sera étudié à distance, sans avoir à se déplacer aux directions régionales ou aux antennes y relevant, et suivre tous les aspects du dossier après obtention de la caution requise, ainsi que d'autres avantages.

La CGMP vise, à travers le lancement de ce nouveau site électronique, à "fournir un environnement numérique sûr et efficace pour ses clients et tous ceux qui souhaitent accéder à ses services, conformément aux exigences de l'heure", précise la source, indiquant que la

Caisse a également consacré à ses clients, via cette plateforme, un espace qui fournit une réponse à la plupart des questions courantes sur ses activités.

Ce nouveau site web se veut une "première étape" vers la concrétisation du projet de la CGMP, qui consiste à lancer une agence virtuelle numérique dédiée aux marchés publics et à ériger la Caisse en un pôle consultatif, de formation et un centre de rayonnement dans le domaine des marchés publics, et ce, sous la supervision du ministère des Finances, ajoute-t-on de même source.

Lancé dans le cadre des orientations des autorités supérieures du pays, ce nouveau site électronique figure parmi les solutions numériques en vue de la modernisation et de la réalisation de la mutation numérique du secteur financier, ainsi que de la plupart des institutions et administrations publiques, conclut la source.

BNA

D'importants transferts financiers via l'application Wimpay

Le Directeur général (DG) de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Mohamed Lamine Lebbou, a fait état, jeudi à Alger, d'importants transferts financiers via l'application de paiement mobile Wimpay.

Dans une déclaration à la presse au terme de la cérémonie de signature, au siège de la Direction générale de la BNA, d'une convention de partenariat avec l'entreprise Ouedkniss, visant à développer les moyens de paiement, M. Lebbou a précisé que la banque "enregistre d'importants transferts financiers via l'application de paiement mobile Wimpay". Lancée en mars 2021, cette ap-

plication permet aux clients de régler de nombreuses factures en ligne telles que les factures d'eau, d'électricité et de gaz, d'Algérie Télécom, de téléphones portables et de logements de location-vente (AADL).

Dans ce contexte, M. Lebbou a rappelé que la BNA, qui compte plus de 2 millions de comptes bancaires, dispose "de centres de données en Algérie en mesure de sécuriser les données des clients et les flux financiers". A noter que les transferts financiers effectués l'an dernier dans le cadre du e-commerce ont atteint 960.000 opérations (+88% par rapport à 2021) avec une valeur financière qui s'élève à

3,52 milliards DA (+149% par rapport à 2021).

Concernant la convention de partenariat avec Ouedkniss, entreprise algérienne spécialisée dans les annonces de vente et d'achat en ligne, M. Lebbou a précisé qu'elle prévoit l'intégration des opérations commerciales de l'entreprise au niveau de la banque, indiquant que ce partenariat permettra aux deux parties "d'étendre davantage les opérations bancaires et le e-paiement et de promouvoir le produit algérien".

Par ailleurs, le PDG de Ouedkniss, Mehdi Bouzid, a affirmé que cette convention permettra à l'entreprise, dans un premier temps, d'enrichir ses services

numériques pour les clients directs, avant de permettre aux boutiques en ligne présentes sur le site Ouedkniss d'offrir ces prestations aux clients, ce qui augmentera considérablement le nombre d'utilisateurs du paiement électronique en Algérie". M. Bouzid a, en outre, fait remarquer que la numérisation de l'opération commerciale "la rendra plus sûre pour l'utilisateur, puisque, outre le fait qu'elle obéit aux lois du e-commerce, elle permet la traçabilité des opérations de paiement, de livraison et d'achat et garantit le droit de rétractation (retour de marchandise)".

R.E.

ALGERIA VENTURE

Un programme d'accélération destiné aux startups dans l'économie verte

L'accélérateur des startups Algeria Venture, lancera ce dimanche à Alger, un programme d'accélération destiné aux startups dans l'économie verte, et ce, en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT)-Bureau d'Alger, indique un communiqué de cet organisme public. Ce nouveau programme d'Algeria Venture vise à accompagner 15 startups et entreprises opérant dans des secteurs clés de

l'économie verte, tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'efficacité énergétique, le recyclage, la gestion des déchets, ainsi que d'autres domaines innovants et créateurs d'emplois, précise-t-on dans le même texte, soulignant "l'importance stratégique de ce programme pour encourager davantage de startups à mettre l'accent sur le développement durable à travers leurs initiatives entrepreneuriales".

Le programme d'accélération d'Algeria Venture, conçu sur mesure pour ces startups, "mettra l'accent sur le développement et la montée en compétences des entrepreneurs accompagnés, la mise en réseau avec des acteurs institutionnels et le mentorat", souligne le communiqué.

Il proposera notamment des formations spécifiques, des rencontres avec d'autres entrepreneurs opérant dans l'économie verte, et la participation à des évé-

nements de réseautage, autant d'occasions d'apprendre et de partager des expériences et de promouvoir leurs produits et services, selon la même source. Avec ce programme, Algeria Venture et l'OIT visent à "soutenir activement la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en Algérie, en promouvant l'innovation, l'emploi vert et l'entrepreneuriat durable", est-il souligné dans le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

CÉRÉALES

L'Algérie augmente ses capacités de stockage

L'Algérie s'est donné comme défi, d'assurer sa sécurité alimentaire. Pour y parvenir, tous les moyens ont été mis œuvre, et particulièrement les moyens de stockage, en ce moment, ou le secteur affiche des performances à la hauteur des ambitions nationales.

Par Réda Hadi

D'ailleurs, c'est au regard des performances agricoles qui sont réalisées, et les perspectives positives qui s'annoncent, que le Ministre l'Agriculture et du développement rural, a dévoilé, ce samedi, le plan de développement de la filière céréalière, en misant particulièrement sur les potentialités des wilayas du Grand sud, ainsi que les moyens de stockage.

Pour le premier responsable de ce secteur, l'Algérie appuie la culture céréalière, et dit « Nous visons une culture céréalière sur un million d'hectares dans le sud d'ici 2025 » Tout en soulignant qu'en parallèle, les autorités en charge du secteur prévoient d'augmenter progressivement les capacités de stockages de

cette production agricole. L'objectif est de pouvoir mettre en réserve neuf millions de tonnes à travers le pays. A ce titre, la construction de 350 greniers de proximité est en cours. La capacité unitaire oscille entre 50 000 et 70 000 quintaux.

Lors de sa visite à la wilaya d'Ain Defla, M. Henni a souligné qu'il s'agit d'« un des plus importants programmes lancés par l'Etat depuis l'indépendance, en application des instructions du président de la République, M. Henni a affirmé que ce programme permettra d'optimiser l'exploitation des capacités de production des céréales et des légumineuses, et d'en assurer un stockage rapide ».

C'est dire que l'enjeu est de taille. Car bien produire c'est bien, et savoir stocker c'est mieux et prévenant.

Et c'est dans cette optique, que le Président de la République a demandé le renforcement des capacités de

stockage des céréales afin d'augmenter les réserves stratégiques au niveau national, notamment dans les wilayas réalisant de grands rendements.

A titre exemple, pour cette année, l'Algérie s'attend à une production record de 2,2 millions de tonnes de céréales. Aussi la question d'emmagasiner dans les meilleures conditions, la production céréalière est une question de survie, affirme Mme T Sihem, Ingénieur agronome.

Pour elle, préserver la sécurité alimentaire de l'Algérie figure parmi les priorités des hautes autorités du pays dans un contexte mondial instable caractérisé par de multiples crises économiques et politiques.

En effet, et selon des sources au faite de cette question, et afin d'élargir ses capacités de stockage des céréales, l'Algérie va procéder incessamment à la réalisation de petits et moyens silos au niveau des

points de collecte et des fermes pour le premier stockage des céréales avant leur acheminement aux coopératives, en sus de ceux de plus grandes capacités. C'est ainsi que selon les mêmes sources, Il sera procédé à la mise en place d'un programme spécial pour la réalisation de grands et moyens silos au niveau des points de collecte et des fermes de céréales, destinés au premier stockage de céréales avant de les déposer auprès des coopératives concernées

Selon les mêmes sources, ce programme intervient en application des instructions du Président de la République, concernant l'élargissement des capacités de stockage des céréales eu égard leur importance notamment dans la réalisation de la sécurité alimentaire du pays

EL-MEGHAÏER

Création de 4 centres de proximité de stockage des céréales

Les capacités de stockage des céréales dans la wilaya d'El-Meghaïer ont été renforcées par quatre (4) nouveaux centres de proximité, d'une capacité globale de 200.000 quintaux (qx), soit 50.000 qx chacun, a-t-on appris ce samedi de la direction locale des services agricoles (DSA).

La création de ces nouveaux centres répartis sur les communes d'El-Meghaïer, Djamaa, Oum-Thiour et Setil, intervient en application des orientations des pouvoirs publics pour réussir la campagne moisson-battage de la saison 2022-2023, tout en contribuant à la sécurité alimentaire, a affirmé la directrice du secteur, Ouardia Belokbi.

a DSA d'El-Meghaïer prévoit cette année la récolte de plus de 30.000 qx de céréales de différentes variétés, dont 19.000 qx de blé dur et 11.000 qx de blé tendre, a-t-elle ajouté. Des céréaliculteurs locaux se sont félicités de la création de ces nouvelles installations ayant pour objectif de consolider les capacités de la wilaya en termes de stockage de cette récolte stratégique.

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE LAIT EN ALGÉRIE

Des mesures incitatives aux profits des producteurs dès septembre

En annonçant la volonté des pouvoirs publics d'augmenter les capacités de stockage des céréales, le ministre d'Agriculture a abordé la question des pénuries épisodiques de lait

Le ministre de tutelle a évoqué la filière du lait, imputant les tensions périodiques à des défaillances dans le circuit de distribution, mais aussi à l'utilisation de 80% de la matière première dans l'industrie de transformation. « Ce dont nous n'avons pas vraiment besoin » a-t-il souligné.

Il a poursuivi en affirmant que le problème ne se pose nullement en termes de disponibilité du produit. Il a indiqué que l'année dernière, 910 millions de litres de lait ont été fournis, couvrant largement les besoins de la consommation locale.

Pour mieux étayer ses propos, il a expliqué que l'OMS fixe à 80 litres par an, la moyenne mondiale de consommation du lait. « Nous assurons 135l/par citoyen par an » a-t-il soutenu, expliquant que ce ratio est atteint par la production et l'importation combinées.

Il a estimé, néanmoins, vital, d'inverser la tendance, en rendant les volumes de poudre de lait produits localement plus importants que ceux importés

Il a informé, à ce titre, que des mesures incitatives seront engagées, dès le mois de septembre, en faveur des producteurs nationaux. Dans une première étape, la tutelle séchine, a-t-il rapporté, à lever les contraintes sur le réseau de distribution, en précisant que l'ONIL prend en charge l'opération au profit de 118 laiteries.

Par R H.

SIPSA -FILAHA 2023

Une fréquentation « record » pour la 21^e édition

Accélérateur de mises en relations d'affaires, carrefour d'échanges privilégiés, étape décisive d'avant-projets : l'édition 2023 du salon SIPSA FILAHA & AGROFOOD confirme cette année encore sa place unique. Ses chiffres-clés en sont la preuve : Une fréquentation de 35 000 visiteurs professionnels sur les quatre jours de salon, venus d'une cinquantaine de pays du monde, inscrits dans une dynamique d'investissement, porteurs de projets, indiquent les organisateurs de ce salon dans un communiqué parvenu à notre rédaction. A noter cette année, une forte présence d'investisseurs. Environ 4200 investisseurs ont visité le SIPSA. Le nombre de visiteurs a enregistré une hausse spectaculaire 75% par rapport à l'édition précédente, le salon confirme en effet son attractivité. Des visiteurs acheteurs venus d'une cinquantaine de pays du monde étaient présents dont une vingtaine venus d'Afrique et du Moyen-Orient : Mauritanie, Libye, Congo, Mali, Arabie Saoudite, Bénin, Sahara occidental, Liban, Ghana, Cameroun, Guinée, Mozambique, Niger, Soudan, Togo, Côte d'Ivoire, Egypte, Emirats Arabes Unis, Maroc, Sénégal, Syrie, Tunisie et Turquie, faisant de l'évènement une référence africaine. (Voir les détails sur la figure 2).

Le SIPSA FILAHA & AGROFOOD, conforte sa place de porte de l'Afrique pour le secteur de l'agriculture et de l'agro-industrie. Plusieurs pays africains étaient présents à titre d'exposants : Sénégal, Egypte, Ethiopie, Madagascar, Ouganda, Tanzanie, Tunisie, Afrique du Sud, Zimbabwe, Niger et Mali. Le SIPSA-FILAHA est également un espace d'échanges, de connaissances, d'expériences, d'interprofessionnalisme et de mises en relation d'affaires agricoles et agroalimentaires. En dépit de la

conjuncture actuelle, des changements climatiques, de la crise alimentaire, le salon SIPSA -FILAHA a atteint l'ensemble des objectifs qu'il s'est fixé que ces derniers soient de l'ordre du dialogue international, institutionnel, professionnel, intellectuel ou de la communication en direction du grand public. « L'objectif est plus qu'atteint » se félicite la commissaire générale.

Un salon qui mobilise de nombreux institutionnels

Placé sous le patronage du ministre de l'agriculture et du développement rural, Mohammed Abdelhafidh HENNI, ministre du commerce et de la promotion de l'export, Tayeb ZITOUNI, ministre de la pêche et des productions halieutiques, Ahmed BADANI et le ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des microentreprises, Yacine Oualid EL MAHDI, le SIPSA -FILAHA a été inauguré en leur présence et celle du Ministre de l'agriculture, de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire de la République du Sénégal, Aly Ngouille NDIAYE et de nombreuses représentations diplomatiques en Algérie et d'organisations professionnelles. Cette inauguration a été suivie d'une visite du salon par les deux ministres.

Le SIPSA-FILAHA a confirmé son utilité et son caractère professionnel dans une orientation résolument sud-sud au vu des évolutions que connaît la scène géopolitique internationale en rassemblant sur une surface de 28 000 m² d'exposition 650 exposants dont 370 nationaux, 280 internationaux, 125 entreprises nouvelles provenant de 39 pays, et 4 continents.

Le Sénégal, invite d'honneur

Cette année, le SIPSA-FILAHA mettait à l'honneur le SENEGAL, en droite ligne avec la politique défendue par le Président de la République afin de marquer de manière forte la présence de l'Algérie sur notre continent. Une opération bien orientée et pilotée avec la mise en place d'un programme concret : visites d'entreprises opérant dans la nutrition animale, et dans l'agroalimentaire, et d'instituts techniques à savoir institut de contrôle et de certification de semences et plants (CNCC), l'INPV, l'INRAA pour la banque génétique, conférences sur AFRIKA FOOD EXPORT, exposition de produits agricoles et dégustation de la cuisine sénégalaise sur le pavillon sénégal, HALL G et signature d'un accord de coopération entre les salons SIPSA, Alger et SIAGRO, Sénégal.

Des conférences et des animations qui ont remporté un vif succès

Les 4 forums ont suscité des débats enrichissants entre les acteurs de terrain, les responsables chargés des politiques publiques agricoles et les personnes ressources. • Forum AFRIKA EXPORT a vu les débats être rehaussés par la participation à ces derniers du ministre de l'agriculture du Sénégal qui a milité pour une approche régionale et complémentaire de la sécurité alimentaire. • Forum PHYTOFERTI a mis à l'honneur les céréales et le blé dur dont pour la première fois, le mil. • Forum DJAZAQUA, où l'aquaculture et la pisciculture ont été débattues de manière intéressante en adéquation avec la stratégie nationale tracée par le gouvernement et appuyée par le programme de l'Economie bleue. • AGRITECH a eu le droit à une approche novatrice en lien étroit

avec les innovation des start-up de notre incubateur Filaha Innov' dont le trophée Sid Ahmed FERROUKHI a été attribué aux meilleures innovations.

Un projet de drone pour l'aquaculture de la start-up TAER a gagné le 1er prix alors que le second prix est revenu à un jeune startuppeur du Sénégal pour une solution complète -SOTILMA via un compteur d'eau agricole intelligent qui permet de gérer et d'optimiser la consommation en eau pour les agriculteurs et les industriels. Il permet à l'utilisateur de gérer automatiquement son eau via son application mobile sans utiliser internet en réduisant les dépenses et en luttant contre le gaspillage d'eau.

Le SIPSA FILAHA 2023 est une réussite à tous les niveaux et a mis en avant cette année, le salon SIPSA AFRIKA FOOD qui va s'exporter début décembre 2023 à Dakar en amenant avec lui de nombreux opérateurs qui en ont exprimé d'ores et déjà le besoin. Ce salon SIPSA AFRIKA FOOD sera itinérant en Afrique pour donner du sens à la coopération sud-sud en y intégrant la conférence panafricaine du Food Debate, que « nous préparons activement avec l'appui de nos partenaires. Nous donnons donc, rendez-vous à l'ensemble des acteurs du monde agricole et de l'agroalimentaire à Dakar du 30 novembre au 03 décembre 2023 pour affirmer de manière organisée la contribution de l'Algérie à la sécurité alimentaire en Afrique. Et à Alger, pour une nouvelle édition du SIPSA-FILAHA & AGROFOOD du 20 au 23 mai 2024, au Palais des Expositions de la SAFEX - Alger », conclut la même source.

Synthèse SR.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Engagements honorés et perspectives prometteuses

Les exportations hors hydrocarbures en Algérie connaissent une dynamique sans précédent, passant de 1,7 Md Usd en 2019 à 7 Mds Usd en 2022, pour atteindre 13 Mds Usd à la fin de l'année en cours, ce qui s'inscrit en droite ligne des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a placé, depuis son élection, le défi de la sortie de l'économie fondée sur les hydrocarbures en tête des priorités.

Par R.E.

Quelques mois seulement après son élection à la tête du pays et après avoir écouté, lors d'un Conseil des ministres en avril 2020, un exposé sur la crise inédite qu'a connue le marché mondial du pétrole, suite à la propagation de la pandémie du coronavirus, le président Tebboune s'est interrogé: "jusqu'à quand notre devenir dépendra-t-il des fluctuations du marché pétrolier mondial?", soulignant qu'"il est temps de se tourner résolument et avec détermination vers l'industrie pétrochimique et de développer les secteurs de l'industrie et de l'agriculture". Le président de la République procédera ainsi à la concrétisation de l'un de ses principaux engagements, à savoir œuvrer à la diversification des exportations, insistant lors de l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, tenue en août 2020, sur "l'impératif de porter les exportations hors hydrocarbures à 5 Mds Usd avant fin 2021". Il avait alors annoncé "une batterie de mesures à mettre en œuvre pour encourager les exportateurs", outre "la mobilisation de tous les moyens en vue de diversifier les exportations".

Exportations hors hydrocarbures: du slogan à la réalité

En dépit de la récession économique mondiale induite par la propagation de la pandémie de Covid-19, l'Al-

gérie a pu réaliser plus de 5 Mds Usd d'exportations non-pétrolières à la fin 2021.

Parmi les principales filières ayant connu une hausse importante des exportations, figurent les produits alimentaires, agricoles et pétrochimiques, les matériaux de construction (céramique, ciment et fer), le plastique, le caoutchouc, le verre, le papier, les médicaments, le textile ainsi que les appareils électroménagers.

En toute confiance, le président de la République a annoncé en 2022 un nouvel objectif, celui d'atteindre 7 Mds Usd d'exportations hors hydrocarbures en 2022. Le Président Tebboune a voulu ainsi que l'année 2022 soit "une année économique par excellence" en vue d'insuffler, après deux années marquées par l'impact de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale, une nouvelle dynamique sur le plan économique, à la faveur d'indicateurs soutenant une nette amélioration des taux de croissance et une reprise dans tous les secteurs, avec le lancement de plusieurs projets vitaux, parallèlement à la promulgation de la nouvelle loi relative à l'investissement.

En décembre 2022, lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, le président de la République a affirmé que "l'augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures n'est plus qu'un simple slogan, mais une réalité palpable". Comme prévu, l'année 2022 a été réellement marquée par une hausse record des exportations hors hydrocarbures, atteignant 7 Mds Usd à la fin de l'année.

"Nous avons pu, pour la première fois, augmenter les

exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021 puis à 7 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 30% en glissement annuel", avait déclaré le Président Tebboune en janvier 2023, à l'ouverture des travaux de la réunion gouvernement-walis.

Ces réalisations historiques dans le domaine des exportations hors hydrocarbures ont permis de fixer de nouveaux objectifs plus ambitieux, qui seront annoncés lors de la rencontre périodique du président de la République avec la presse nationale en mai 2023, où le Président avait déclaré que les pouvoirs publics "se sont assignés l'objectif d'atteindre 13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures au courant de cette année", avant d'affirmer à la mi-juin depuis Moscou "nous aspirons cette année à atteindre 13 milliards de dollars pour relancer la roue du développement". Grâce à ses capacités productives en termes de qualité et de prix concurrentiels, à la volonté politique et aux facilités accordées pour encourager la production nationale et accroître les exportations, l'Algérie est en mesure d'atteindre l'objectif escompté dans le domaine des exportations hors hydrocarbures, un domaine qui revêt une importance stratégique dans le programme du président de la République, selon les experts et les observateurs.

CRÉATION DES ZONES FRANCHES

Examen de l'état d'avancement du dossier

L'état d'avancement du dossier relatif à la création des zones franches a fait l'objet d'une communication présentée jeudi, lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

« Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a présenté une communication sur l'état d'avancement du dossier relatif à la création des zones franches, consacrées par la Loi n 22-15 du 20 juillet 2022, fixant les règles régissant les zones franches », précise le communiqué publié à l'issue de cette réunion présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

L'exposé a porté sur « les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre

de la démarche adoptée pour la création, selon les priorités arrêtées, des zones franches, ainsi que les mesures préconisées en vue de prendre en charge certaines contraintes et d'adapter ladite démarche, en se référant à de nouvelles expériences réussies au plan régional et international en la matière », ajoute le même communiqué.

Examen de l'état d'avancement du projet de numérisation du secteur des finances

« Le gouvernement a entendu une communication conjointe présentée par le ministre des Finances et la ministre de la Numérisation et des Statistiques portant sur l'état d'avancement du projet de numérisation du secteur des finances, notamment les services des impôts, des

douanes et du domaine national », précise le communiqué.

La présentation a passé en revue l'état d'avancement des différents projets inscrits dans le cadre de la numérisation des services du secteur des finances ainsi que les efforts et les moyens humains et matériels mobilisés en vue de concrétiser la feuille de route tracée par les pouvoirs publics, ajoute-t-on dans le même texte.

A ce titre, « il a été souligné la mise en place d'un dispositif de suivi permanent pour la concrétisation de la première phase dans les délais fixés, notamment le lancement des différentes plateformes numériques devant apporter davantage de facilitations pour le dépôt et la récupération des documents numérisés et le télépaiement des différentes redevances et

taxes, en assurant des services publics en ligne aux citoyens et professionnels », selon le communiqué.

Création nouveaux cursus universitaires dans le domaine de l'hydrogène vert

La présentation a porté sur « le projet de création d'un cursus de formation dans le domaine de l'hydrogène vert sous la forme d'un réseau thématique, tout en assurant une formation continue au profit des travailleurs des entreprises économiques », précise la même source.

« Ce projet concerne quelques universités et écoles supérieures spécialisées en coopération avec des établissements universitaires étrangers », ajoute le communiqué.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

La pertinente solution face au stress hydrique

La stratégie de l'Etat mise en œuvre pour assurer l'accès à l'eau potable à travers le dessalement de l'eau de mer, dans le cadre du programme initié par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a permis de sécuriser les approvisionnements et de se fixer de nouveaux objectifs notamment en matière de valorisation des eaux usées, et ce, grâce à l'engagement des cadres algériens à relever le défi face au stress hydrique. Lors de la visite de terrain, effectuée mercredi dans les wilayas d'Alger, de Boumerdès et de Tipaza, à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le Président Tebboune a souligné que "la sécheresse qui nous frappe de plein fouet prouve que les projets de dessalement de l'eau de mer sont intervenus à point nommé".

Au cours sa visite, le président de la République a procédé à la pose de la première pierre de deux grands projets de stations de dessalement d'eau de mer à Cap Djinet (Boumerdès) et à Fouka (Tipaza), ayant chacune une capacité de production de 300.000 m³/j.

Ces deux projets s'inscrivent dans le cadre d'un plan de développement lancé par le Président de la République pour la période 2022-2024, et qui prévoit la réalisation de 5 stations de dessalement dans les wilayas d'Oran, de Bejaïa, d'El Tarf, de Boumerdès et de Tipaza, d'une capacité globale de 1,5 million m³ par/jour. Avec l'entrée en production de ces 5 stations d'ici à la fin de 2024, la capacité totale de production de l'eau dessalée en Algérie sera

portée à 3,7 millions m³/jour, soit un taux de couverture des besoins du pays en matière de l'approvisionnement en eau potable.

L'Algérie occupera, ainsi, la première place en Afrique et la deuxième dans le monde arabe (après l'Arabie saoudite) en termes de capacités de production de l'eau dessalée, selon Toufik Hakkar, PDG de la Sonatrach qui supervise ce programme à travers sa filiale "Algerian Energy Company" (AEC).

Le lancement des projets de ces 5 grandes stations vient s'ajouter à un précédent plan d'urgence lancé en 2021 portant réalisation de 3 stations à Alger et Boumerdès d'une capacité totale de 150.000 m³/jour.

Il s'agit des stations de Bateau cassé (10.000 m³/ par jour) et d'El Marsa (60.000 m³) à l'est d'Alger et de Corso (80.000 m³/jour) à Boumerdès.

Les deux stations de la capitale sont déjà entrées en service en 2022, tandis que la station de Corso est actuellement en phase d'essais et devrait être opérationnelle prochainement.

Ces efforts visant à doter le pays de nouvelles infrastructures de dessalement ont été déployés par des cadres algériens et des entreprises locales de construction, d'études et d'ingénierie, ce qui constitue une première en Algérie dans un secteur aussi stratégique, autrefois dominé par les compagnies étrangères.

Dans ce contexte, le président de la République a salué les efforts consentis par les cadres algériens, affirmant que "les réalisations

de Sonatrach sont source de fierté pour l'Algérie, au même titre que celles de Sonelgaz dont les cadres ont œuvré à fournir l'énergie électrique nécessaire à la mise en service des stations de dessalement", ainsi que les cadres du groupe COSIDER.

Il a, également, tenu à remercier les cadres des ministères de l'Hydraulique, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle qui ont adhéré au programme de dessalement.

Ainsi, l'ambitieux objectif fixé par l'Etat, en se basant sur les compétences nationales, est de poursuivre le programme de réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer en lançant de nouveaux projets à l'avenir, "afin d'atteindre le taux de 80% de couverture de l'approvisionnement des citoyens en eau", en vue de préserver les eaux souterraines du pays, a avancé le Président Tebboune depuis Boumerdès.

Par la même occasion, le Président de la République a appelé aussi à une mobilisation nationale pour économiser les ressources en eau, notamment à travers la valorisation des eaux usées.

Le Président Tebboune a, cependant, fait observer que le dessalement coûtait à l'Etat "des montants astronomiques" et que les atouts énergétiques de l'Algérie, ses grandes entreprises à l'instar de Sonatrach, et ses moyens financiers "ne sauraient servir de prétexte au gaspillage".

R.E.

AFIN DE CONTRER LE DOLLAR AMÉRICAIN

Les BRICS veulent créer une monnaie commune

La coalition économique des nations connues sous le nom de BRICS a l'ambition « à moyen et long terme » de créer une nouvelle monnaie mondiale et de défier le dollar américain. L'annonce a été faite par le directeur financier de la nouvelle banque de développement des BRICS, Leslie Maasdorp, dans une déclaration accordée à Bloomberg TV.

Synthèse S R/Agence.

Les nations BRICS, qui se composent du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, font actuellement pression pour stimuler le commerce direct dans leurs propres monnaies nationales, a-t-il déclaré. Pour l'instant, les BRICS ne sont pas prêts à créer une nouvelle forme de monnaie fiduciaire qui rivaliserait avec la monnaie de réserve mondiale, explique Leslie Maasdorp. Mais il pense que cela va changer. « Le développement de tout ce qui est alternatif [to the US dollar] est plutôt une ambition à moyen ou long terme ». Selon M. Maasdorp, le renminbi chinois est également « très loin » de remettre en cause la domination du dollar. Il ajoute que la Nouvelle banque de développement, conçue pour soutenir les projets d'infrastructure et de développement durable dans

les marchés émergents, est actuellement entièrement dépendante du dollar. « La Nouvelle banque de développement a le dollar américain comme monnaie d'ancrage. Notre bilan est libellé en dollars américains. Nous sommes fermement ancrés dans l'hémisphère du dollar américain. » Les représentants des BRICS de différentes nations ont diffusé des messages contradictoires sur la question de savoir si et quand les BRICS créeront une monnaie commune de base à l'avenir. Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et des représentants de la Russie ont mené le chœur des dirigeants qui poussent au lancement d'une nouvelle monnaie. Mais les dirigeants sud-africains semblent plus prudents, leur ministre des affaires étrangères Naledi Pandor déclarant qu'une monnaie mondiale des BRICS est « une question dont nous devons discuter et dont nous devons discuter correctement ».

Des obstacles devant la monnaie des BRICS Malgré les ambitions, la création d'une nouvelle monnaie mondiale par les BRICS et la remise en question du dollar américain sont confrontées à plusieurs obstacles importants. Tout d'abord, les BRICS sont actuellement fortement dépendants du dollar américain dans leurs transactions commerciales et financières, ce qui rend difficile la transition vers une nouvelle monnaie sans perturbations majeures. De plus, les économies et les politiques des pays membres des BRICS présentent des divergences significatives, allant des déséquilibres commerciaux aux politiques monétaires divergentes, ce qui rend difficile la coordination et l'adoption d'une monnaie commune. De plus, la crédibilité et la confiance des marchés mondiaux dans une nouvelle monnaie des BRICS seraient essentielles pour son succès, ce qui nécessiterait une gestion pru-

dente des politiques monétaires et une stabilité économique.

En outre, les pays dominants, tels que les États-Unis, pourraient s'opposer à une nouvelle monnaie mondiale des BRICS afin de protéger leur propre monnaie et leur statut de monnaie de réserve mondiale. Malgré ces obstacles, les BRICS continuent d'exprimer leur ambition à moyen et long terme de créer une nouvelle monnaie mondiale, mais la réalisation de cette vision complexe nécessitera une résolution adéquate de ces défis.

Les BRICS ont suscité cette année beaucoup d'intérêt de la part des pays qui souhaiteraient rejoindre le groupe. L'ambassadeur africain Anil Sooklal déclare que 13 nations d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ont demandé ou officiellement approché les dirigeants des BRICS pour devenir membres de l'association.

EN COMBATTANT L'ÉVASION FISCALE

L'Afrique a déjà gagné 1,7 milliard d'euros

La publication de ce rapport intervient alors que les gouvernements africains continuent d'intensifier leurs efforts pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures face aux vents contraires de l'économie, notamment l'inflation mondiale et l'augmentation des niveaux d'endettement. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que l'Afrique perd jusqu'à 60 milliards de dollars chaque année en flux financiers illicites. Dans son allocution d'ouverture, le ministre sud-africain des Finances Enoch Godongwana, a salué l'Initiative Afrique. « Au cours des huit dernières années, l'Initiative Afrique a changé le paysage de la transparence fiscale en Afrique et a contribué à la mobilisation de plus de 300 millions d'euros de ressources intérieures », a-t-il déclaré. Soulignant l'importance de la volonté politique dans les efforts visant à accroître la transparence fiscale, M. Godongwana a toutefois déclaré qu'il était possible de faire davantage. Il a appelé à ce que l'Initiative Afrique renforce la capacité des pays africains à tirer parti des normes et des protocoles d'échange de renseignements. Zayda Manatta, cheffe du secrétariat du Forum mondial, a présenté le rapport aux participants. On peut noter comme points saillants du rapport : Pour la première fois, un pays africain a déclaré avoir recouvré un supplément d'impôts - d'une valeur de 10,6 millions d'euros - grâce à l'utilisation de la Norme commune de déclaration. La République du Congo, l'Angola, le Zimbabwe et la Sierra Leone ont rejoint le Forum mondial en tant que 165e,

166e, 167e et 168e membres depuis juin 2022. Vingt-trois pays africains sont désormais parties à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, l'instrument le plus complet pour toutes les formes de coopération visant à lutter contre l'évasion fiscale, ce qui élargit considérablement leurs réseaux d'échange de renseignements. Dix pays africains se sont engagés à procéder à l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers à une date précise et d'autres devraient le faire dans un avenir proche, avec l'aide du Forum mondial et de ses partenaires. En 2022, 1170 fonctionnaires de 37 pays africains ont été formés sur l'utilisation efficace des instruments de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers. En outre, 1 800 fonctionnaires ont été formés par des formateurs locaux qui avaient participé au programme de formation des formateurs. Dans sa présentation, Mme Manatta a cité une étude de la Banque mondiale qui projetait que la participation aux mécanismes d'échange de renseignements pourrait accroître les recettes fiscales des pays africains de 5 % à 19 % du produit intérieur brut (PIB). « Plus les pays se familiarisent avec cet outil, plus ils l'exploitent, plus les recettes fiscales devraient être importantes. Et si vous parvenez à surveiller la corrélation entre la perception des recettes et l'échange de renseignements, nous serons en mesure de mieux démontrer les avantages que les pays tirent de cet outil », a-t-elle souligné. Le commissaire du Service des impôts

d'Afrique du Sud (South African Revenue Service, SARS) Edward Kieswetter, également coprésident de l'Initiative Afrique, a déclaré que la collaboration était essentielle pour réaliser « notre » ambition commune de mobiliser efficacement les ressources. « Un risque fiscal quelque part, c'est un risque fiscal partout. Les administrations fiscales sont appelées à servir un objectif transformateur et supérieur dans l'intérêt de la société », a déclaré M. Kieswetter. Des représentants de deux nouveaux membres africains du Forum mondial, le Zimbabwe et l'Angola, ont assisté à la réunion. L'événement a également été marqué par la publication d'une nouvelle boîte à outils destinée à aider les administrations fiscales à mettre en place des initiatives telles que le Forum mondial et à en tirer parti. Lancée en 2014, l'Initiative Afrique est un partenariat entre le Forum mondial, 33 pays africains et 16 partenaires, dont la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, l'Union européenne et les gouvernements de la Suisse et du Royaume-Uni. L'Initiative Afrique vise à faire en sorte que les pays africains soient équipés pour participer aux avancées en matière de transparence mondiale, afin de mieux lutter contre l'évasion fiscale et les autres flux financiers illicites et, en fin de compte, améliorer la mobilisation des ressources intérieures. La 13e réunion de l'Initiative Afrique, qui s'est tenue les 6 et 7 juillet 2023, a réuni des responsables des services fiscaux, des représentants de haut niveau, des experts, ainsi que des organisations régionales et internationales et la société civile.

Ecofin

EXPORTATIONS HORS HYDRO-CARBURES

Les mesures concrétisées par l'Etat saluées

Des opérateurs et des experts ont affirmé que les facilitations administratives et douanières concrétisées par l'Etat pour stimuler les exportations hors hydrocarbures, l'implantation d'espaces d'exposition permanents de produits algériens dans nombre d'Etats africains, et l'ouverture de filiales de banques publiques à l'étranger, étaient à même de promouvoir l'exportation en Algérie.

Dans une déclaration à l'APS, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a soutenu que l'économie algérienne jouissait aujourd'hui, grâce à la batterie de mesures annoncées puis concrétisées en vue de réaliser la diversité économique, d'aouts lui permettant de devenir "leader en matière d'exportation, notamment vers l'Afrique, les pays arabes et méditerranéens".

M. Moula s'est félicité, dans ce cadre, des efforts considérables consentis ces dernières années en faveur des exportateurs hors hydrocarbures, à travers les facilitations douanières, administratives et financières, ajoutant que l'ouverture prévue de banques algériennes à Paris, à Nouakchott et à Dakar permettra d'assurer aux opérateurs l'accompagnement bancaire nécessaire, et de propulser par la même les exportations hors hydrocarbures, établies à près de 7 Mds Usd l'année dernière. Et d'ajouter que la création d'espaces d'exposition permanents de produits algériens à l'étranger, au Sénégal et en Mauritanie dès juillet courant, "encouragera aussi bien les industriels que les exportateurs, en ce sens que ces espaces deviendront des plateformes d'exportation et de contact durable entre les producteurs algériens et les partenaires étrangers".

S'agissant de la méthode axée sur les objectifs engagée par les pouvoirs publics pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures, le président du CREA a qualifié l'objectif de 13 Mds USD d'exportation hors hydrocarbures à réaliser cette année, de "très important".

"Cette approche permet aussi bien aux pouvoirs publics qu'aux opérateurs de définir les moyens à mobiliser pour y parvenir", a-t-il expliqué, appelant, par ailleurs, à renforcer la chaîne logistique en Algérie. De son côté, le président du Cluster algérien des fruits et légumes à l'export "CAFLEX", Toufik Hadkeheil a mis en exergue le rôle des facilitations, douanières et administratives notamment, dont bénéficient les entreprises exportatrices en Algérie, appelant à davantage d'accompagnement et d'encadrement de l'activité d'exportation sur le plan bancaire.

Le président de ce Cluster a relevé l'importance pour les exportateurs de s'organiser en clusters spécialisés afin de "mutualiser les moyens logistiques, de production et de distribution de telle sorte à couvrir, ensemble, les marchés mondiaux de manière plus large". Quant aux capacités de l'Algérie en matière d'exportation des produits agricoles, M. Hadkeheil a rappelé que notre pays regorgeait de "moyens d'exportations considérables" dans ce segment d'activité, à la faveur de la qualité et la diversité des produits à longueur d'année, mais également à la faveur de la superficie agricole, du climat idoine et du développement qu'a connu récemment le secteur agricole.

Il a, à ce propos, appelé à exploiter, de la meilleure manière qui soit, ces atouts et œuvrer à l'amélioration des moyens logistiques, à savoir: le transport, le stockage et les chaînes du froid.

Le cluster qu'il supervise détient, de surcroît, l'ensemble des certificats de conformité aux normes internationales en matière de produits agricoles, ce qui boostera encore plus les produits algériens sur les marchés internationaux, a-t-il soutenu.

Concernant l'ouverture prévue d'expositions algériennes permanentes en Mauritanie et au Sénégal, au cours de juillet, dans l'objectif de contribuer à soutenir les exportations algériennes et à renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés africains, l'opérateur a salué cette "excellente initiative", relevant l'importance de développer davantage les mécanismes de la diplomatie économique au service de l'entreprise algérienne et du producteur algérien à l'étranger.

De son côté, l'économiste Ali Harbi a mis en avant l'approche adoptée par les pouvoirs publics en termes d'exportations hors hydrocarbures, axée sur des objectifs annuels, appelant, par là même, à "accélérer" la concrétisation de la stratégie nationale tracée dans le domaine des exportations hors hydrocarbures.

"L'objectif, fixé pour cette année, d'atteindre 13 milliards Usd d'exportations hors hydrocarbures est un objectif ambitieux et très réalisable", a-t-il précisé, ajoutant que l'Algérie a montré de grandes capacités d'exportation de nombre de produits ces dernières années, notamment dans la sidérurgie et l'agroalimentaire.

L'expert a souligné l'impératif de mettre en place une stratégie à l'horizon 2030, laquelle prévoit des contrats d'efficacité sectoriels, et de procéder à une évaluation annuelle, afin d'assurer une croissance durable des exportations algériennes hors hydrocarbures.

R.E.

KHENCHELA

Pose de la première pierre d'un entrepôt stratégique pour stockage de céréales

La première pierre d'un entrepôt stratégique de stockage de céréales, d'une capacité d'un (1) million de quintaux, a été posée dans la wilaya de Khenchela. Le wali, Youcef Mahiout, accompagné du directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Saïd Tamen, a présidé la cérémonie de pose de la première pierre dans le cadre de la célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance, placé, cette année, sous le slogan « L'Algérie des victoires acquises et réalisations ». Ce dock-silo stratégique d'un (1) million de quintaux participe à la concrétisation de la stratégie nationale visant à accroître la capacité de stockage de céréales et à consolider la sécurité alimentaire. Selon les explications fournies par le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Zakaria Hazil, cet entrepôt destiné à la collecte de différents types de céréales, sera construit sur une superficie de 5 hectares dans la commune de Bahā. Le même responsable a précisé que le choix du terrain d'assiette de ce projet a tenu compte de la proximité du réseau routier, en particulier la route nationale n 32, et de la future ligne de chemin de fer Khenchela-Ain Beïda (Oum El Bouaghi). M. Hazil a annoncé, par ailleurs, que les travaux de réalisation d'entrepôts de proximité couvrant, chacun, une superficie de 2,5 hectares pour une capacité de stockage totale de 1000.000 quintaux, seront bientôt lancés dans les communes de Metoussa, Rmila, Ain Touila, N'sigha, Tamza Insiha, Tamza, Babar et Ouled Rechache. Le directeur de la CCLS a ajouté que les travaux de construction d'un entrepôt stratégique et de trois autres silos de proximité pouvant emmagasiner, chacun, 60.000 quintaux de céréales, ont récemment été lancés dans la zone saharienne des Nememcha (à l'extrême-sud de la wilaya), plus exactement dans les périmètres agricoles de Goudjil, de Meïta et de Takarat. Ces équipements de collecte et de stockage, qui s'ajoutent aux silos de proximité devant être bientôt opérationnels dans la région nord, pour une capacité de stockage totale de 100.000 quintaux, porteront le volume de stockage (actuellement de l'ordre de 560.000 quintaux) à 1,840 million de quintaux à l'échelle de la wilaya de Khenchela. Le wali, Youcef Mahiout, a indiqué, pour sa part, dans une déclaration à la presse, que « ce projet (le dock-silo stratégique d'un (1) million de quintaux), qui représente un acquis précieux, permettra d'accroître notablement les capacités de stockage de céréales, en exécution de la politique de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire ». Le chef de l'exécutif local a souligné que la réalisation de cet important projet bénéficiera d'un suivi rigoureux et d'une attention particulière eu égard à sa dimension stratégique.

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Plus de 45.000 logements et aides à l'habitat rural distribués au centre du pays

La célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale qui se poursuit à travers le territoire national, a été marquée jeudi par la distribution de plus de 45.200 logements et décisions d'aides à l'habitat rural, à travers les wilayas du centre, lors de cérémonies imprégnées d'une ambiance festive créée par les heureux bénéficiaires.

A Djelfa, où la cérémonie a été marquée par la présence du Directeur général du Logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Merdjani, 7.676 logements et décisions ont été distribués, dont 4 329 décisions d'attribution de terrain, 3.120 aides à l'habitat rural. En outre, les bénéficiaires des 63 logements publics locatifs (LPL) de Hed S'hari, ainsi que des 68 logements promotionnels aidés (LPA) et 96 de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) du chef-lieu de wilaya ont reçu leurs clés. M. Merdjani, a souligné, à l'occasion, les grands progrès réalisés, au niveau national, dans le domaine du logement grâce aux efforts de l'Etat et des institutions et entreprises ayant accompagné cette dynamique de développement.

Il a ajouté que l'opération de distribution s'inscrit dans un programme national total qui comprend 150.000 unités de différents segments. Les efforts se poursuivent pour la concrétisation des différents programmes décidés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la période 2020/2024 d'une consistance totale de 1 million de logements, dont plus de 60% est destiné aux habitants des zones rurales afin de garantir l'équilibre régional et la justice sociale entre les différentes régions du pays, a-t-il assuré. Le plus important quota des logements et décisions a été distribué à Boumerdes au profit de pas moins de 9.200 bénéficiaires. Sur



ce total, 2.400 sont des logements publics locatifs (LPL) répartis sur 12 communes, 5.443 unités de la formule location-vente et 1170 aides à l'habitat rural. A cela s'ajoutent 360 logements destinés au relogement des familles occupants des chalets à Cap Djenat, Naciria, Beni Amrane et Sidi Daoud. Un quota de 2.358 logements de différentes formules a été distribué dans la wilaya d'Ain Defla. Il s'agit de 709 LPL, 75 LPA et d'un quota de 558 unités de logements de la formule location-vente. 16 logements de la promotion immobilière libre ont également été distribués outre 1.000 décisions d'attribution d'aides à l'habitat rural. A Médéa, 3.480 logements toutes formules confondues ont été distribués, et une opération de relogement a touché 94 familles qui

vivaient dans des constructions insalubres situées au niveau des quartiers Guerguara et Damiette. Par ailleurs, plus de 1200 dont 260 LPL, 120 LPA, 383 AADL et 500 aides à l'habitat rural ont été distribués à Chlef, où le programme en cours de réalisation est d'une consistance totale de 6.295 unités dont 1.086 LPL, 2.855 LPA et 2.354 unités location-vente. A Blida, 5.504 logements et décisions d'attribution d'aides au logement ont été remis à leurs bénéficiaires. Il s'agit de 3 664 logements de la formule location-vente, 1 130 unités LPL et de 720 LPA. A noter que 151 logements réservés aux blessés, veuves et ayant droits des fonctionnaires du ministère de la Défense nationale ont été distribués. A Tipasa 4 405 logements ont été distribués, dont 1 989 AADL, 1

392 LPL 24 LPA. En outre, 1 000 décisions d'aide à l'habitat rural ont été remises à leurs bénéficiaires, alors qu'à Tizi-Ouzou 2.331 logements publics locatifs ont été attribués lors d'une cérémonie durant laquelle 400 bénéficiaires ont reçu les clés de leur nouveaux logements. Dans la wilaya de Bouira, la distribution a concerné 2.322 logements et décisions dont, 1492 LPL, 227 logements location-vente, 190 LPA et 413 aides à l'habitat rural. Dans la wilaya de Bejaïa, 2.200 unités publiques locatives, 596 logements location-vente, 100 LPA réalisés au nouveau pôle urbain Ighzer Ouzarif ont été distribués et 1.500 décisions d'aide à l'habitat rural remises à leurs bénéficiaires.

CONSTANTINE

Quatre nouvelles piscines ouvrent leurs portes

Plusieurs piscines viennent d'ouvrir leurs portes, à Constantine au début de la saison estivale actuelle pour le plus grand plaisir des habitants, après une privation qui a perduré pour manque d'infrastructures nautiques. Quatre (4) piscines ont été inaugurées à Constantine à l'occasion de la célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, offrant des espaces de loisirs des plus prisés durant la saison estivale. La mise en service de ces piscines a été « chaleureusement » accueillie par la population constantinoise « avide » de ce genre d'infrastructures de natation comme le révèle Samira, une mère de famille qui a exprimé sa joie en apprenant l'ouverture de ces piscines qui viennent lui régler le souci qu'elle subit à chaque saison estivale car ne trouvant pas où ramener ses deux enfants pour passer du temps et jouer. Les vacances au bord de la mer ne sont pas à la portée de tout le monde, et les piscines existantes dans les hôtels de la wilaya également (un coût moyen de 1.200DA/Heure), a ajouté Mme Samira qui a salué la réalisation de ces piscines qui donneront la possibilité aux parents d'offrir à leurs enfants des moments de joie et de bonheur. L'ouverture de ces

piscines (2 semi olympiques à Ain S'mara, une autre couverte de 25 mètres à l'entrée de la ville Ali Mendjeli et une quatrième similaire à la ville de Constantine) ne sera qu'avantageuse pour la population constantinoise qui aura à sa disposition des lieux de loisir et d'activités sportives pour le grand bonheur des enfants notamment durant la saison estivale, a estimé, Aziz, un père de deux enfants. C'est un bonheur de voir ce genre d'espaces de loisirs ouvrir à Constantine, a considéré Slimane âgé de 18 ans qui a mis l'accent sur l'importance des piscines dans le développement des capacités et des compétences de natation chez les jeunes, appelant à l'ouverture de piscines de proximité pour permettre au maximum de personnes, dans les communes notamment, d'apprécier les vertus de l'eau. L'ouverture de ces piscines va combler un immense besoin des jeunes en activités sportives et de loisir notamment la natation, car très peu de solutions s'offraient à eux particulièrement en période estivale, a souligné, le wali Abdelkhalak Sayouda qui a affirmé que les efforts se poursuivent pour répondre aux attentes. Dans ce cadre, les services de la wilaya, ont fait part d'un projet de

réalisation d'un bassin de natation au complexe palmarium de la cité Sidi M'cid à la place du bassin vétuste éradiqué. Creusé en aval de la corniche surplombant les célèbres gorges du Rhumel, le complexe palmarium de loisirs et de détente de Sidi M'cid comprenant entre autres 3 bassins de natation dont 2 opérationnels a été construite en 1872, et constitue l'une des destinations des plus privilégiées des constantinois au point de ne plus pouvoir contenir les flux considérables de baigneurs le fréquentant quotidiennement en temps estival (jusqu'à 1.000 baigneurs par jour). En plus des bassins de Sidi M'cid, les constantinois étaient contraint à faire avec les moyens de bord en se contentant d'une piscine olympique 50 mètres du complexe sportif Chahid Hamlaoui, et une autre couverte de proximité à Ain Abid, une offre « insignifiante » qui ne répondait pas aux besoins exprimés par la population de cette grande wilaya.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dette des pays africains : « la proposition du G20 doit être corrigée »

La responsable de la Commission économique pour l'Afrique reste constante avec les engagements de l'institution en vue d'une restructuration de la dette des pays africains sur le marché international. Une question qui est devenue centrale pour le développement de la région.

Dans une note publiée ce vendredi 7 juillet, Hanan Morsy (photo), la secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a exprimé son avis à propos du cadre d'allègement de la dette proposé par le G20 aux pays à faible revenu, y compris ceux d'Afrique. Selon elle, ce cadre doit être corrigé pour inclure les pays à revenu intermédiaire qui font également face à des difficultés de liquidités. Elle estime que le Fonds monétaire international (FMI) devrait jouer un rôle central dans ces négociations en fournissant aux pays les ressources en devises dont ils ont besoin pendant les périodes de négociation. La diplomate égyptienne souligne également l'importance d'établir une comparabilité claire des formules de traitement de la dette pour minimiser les litiges techniques futurs. Ces déclarations interviennent à la suite d'un sommet à Paris, qui a abordé la question d'une nouvelle archi-

ture financière internationale plus équitable pour les pays à faible revenu, en mettant particulièrement l'accent sur l'Afrique. Ce sommet a abouti à de nouveaux engagements et à l'établissement d'un calendrier. Actuellement, le cadre commun du G20 pour les pays africains s'avère inefficace pour aborder la question de la dette. Le processus mis en place en novembre 2020 pour compléter l'initiative précédente de suspension de la dette présente des réalisations diverses. Certains pays, tels que le Tchad, la Zambie et l'Éthiopie, ont demandé un allègement de dette au titre du Cadre commun en début d'année 2021, mais l'Éthiopie n'a pas encore vu sa dette restructurée. Le Tchad a conclu un accord de principe fin 2022 et la Zambie n'a conclu un accord de restructuration de la dette que le mois dernier. Ces retards montrent que le cadre commun n'a pas répondu aux attentes, selon Mme Morsy. La question de la dette des pays africains est encore perçue à travers le prisme de la

perception du marché international de la dette, qui ne reconnaît pas suffisamment les efforts de résilience entrepris par la région. Les pays africains ont une marge de manœuvre plus limitée pour mener des politiques de création monétaire, contrairement à des pays comme le Japon, les États-Unis et ceux de la Zone euro, qui ont des niveaux d'endettement élevés par rapport à leur PIB.

Les données de la Banque mondiale révèlent qu'à fin 2021, le rythme d'endettement des pays africains sur les marchés internationaux était en baisse pour la troisième année consécutive. Malgré la faiblesse de leurs ressources financières, la région a été durement touchée par les conséquences de la pandémie de Covid-19 et doit faire face à une conjoncture difficile au niveau international, notamment en ce qui concerne l'énergie et l'inflation. Selon les statistiques les plus récentes de l'Institute of International Finance (IIF), la dette mondiale atteignait 305 000 milliards de dollars (335 % du

PIB mondial) à la fin du premier trimestre 2023. Bien que les chiffres spécifiques pour les pays africains ne soient pas encore disponibles, on estime qu'elle n'a pas encore dépassé les 850 milliards de dollars (moins de 50 % du PIB de la région). Des cas tels que la Zambie, le Ghana et d'autres pays sont souvent cités pour souligner les défis auxquels la région est confrontée, malgré son potentiel économique souvent sous-évalué.

La CEA met en avant ces problématiques et propose des solutions concrètes pour résoudre la question de la dette des pays africains. Il est essentiel que les pays africains bénéficient d'un traitement équitable et que des mesures soient prises pour restructurer la dette de manière efficace. Une telle approche permettrait de libérer des ressources financières pour des investissements productifs, de soutenir le développement économique et social de la région et de promouvoir une plus grande équité au niveau mondial.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le financement du commerce ne couvre que 25% des flux de marchandises

Le rapport souligne que la faible part du commerce soutenue par un financement s'explique en partie par le fait que de nombreux importateurs et exportateurs ont renoncé à demander des financements aux banques, en raison des exigences élevées en matière de garanties, des taux d'intérêt élevés et de rejets antérieurs.

Dans les quatre plus grandes économies de la CEDEAO, à savoir le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal, le financement du commerce ne couvre que 25% des flux commerciaux de marchandises, selon un rapport publié en mai dernier par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI).

Intitulé « Soutenir le financement du commerce pour l'expansion et la diversification du commerce international en Afrique de l'Ouest », le rapport se base sur les résultats d'une enquête réalisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Société financière internationale (SFI) auprès de l'ensemble de 78 banques opérant dans ces quatre pays nommés Cedeao-4.

Cette enquête a permis d'établir que la taille totale du marché du financement du commerce dans la Cedeao-4 en 2021 était de 42 milliards de dollars, ne soutenant que 25% des flux commerciaux de marchandises (168 milliards de dollars) de ces pays cette année-là.

Des écarts importants existent cependant entre les quatre pays. Au Ghana, le financement du commerce couvre 41% des flux commerciaux de marchandises contre 33% en Côte d'Ivoire, 21% au Nigeria et 15% au Sénégal.

Le taux de couverture du financement du commerce dans les quatre pays étudiés est ainsi bien inférieur à la moyenne continentale estimée à environ 40% et aux niveaux enregistrés dans les pays avancés, qui vont de 60 à 80%.

Les principales raisons de cette faible couverture ne sont pas seulement les taux élevés de rejet des demandes (21% du nombre des demandes et 25% pour leur valeur totale), mais aussi le fait que de nombreux importateurs et exportateurs ont renoncé à demander des financements aux banques, en raison notamment des exigences élevées en matière de garanties, des taux d'intérêt élevés (beaucoup plus élevés que la moyenne des marchés émergents) et de rejets antérieurs.

Un marché concentré sur les exportateurs et importateurs bien établis Le rapport souligne que les banques sont quasiment les fournisseurs exclusifs du financement du commerce dans la Cedeao-4. Les dix plus grandes banques du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal représentent plus des deux tiers du marché du financement du commerce, bien que des petites banques consacrent une proportion plus élevée de leurs actifs à ce segment et reçoivent les deux tiers du total des demandes. Les effets d'échelle conduisent les plus grandes entreprises vers les plus grandes banques, qui mettent à disposition un plus grand réseau de relations de correspondants internationaux et peuvent accepter des valeurs de transactions plus importantes, en rapport avec la taille de leurs bilans.

MOZAMBIQUE

Le FMI approuve un financement de 60,6 millions \$

L'institution financière multilatérale estime que la mise en œuvre du programme de réformes soutenu par la facilité élargie de crédit a été globalement « favorable », malgré des dérapages notables dans le domaine budgétaire. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 6 juillet, que son conseil d'administration a approuvé un financement de 60,6 millions de dollars en faveur du Mozambique au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'institution a souligné que la mise en œuvre du programme de réformes soutenu par la FEC a été globalement « favorable », malgré des dérapages notables dans le domaine budgétaire liés à des résultats mitigés en matière de réduction de la masse salariale dans le secteur public et à une sous-performance en matière de mobilisation des recettes.

D'importants engagements du programme dans les domaines de la gouvernance fiscale et de la lutte contre la corruption ont été cependant remplis.

Le FMI a également fait remarquer que la croissance de l'économie mozambicaine devrait augmenter en 2023, grâce à la hausse de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) et des bonnes performances attendues dans les secteurs de l'agriculture et des

AFRIQUE DU SUD

Les plateformes d'échange de cryptomonnaies devront obtenir des licences d'ici fin 2023

Après avoir classé les crypto-actifs en tant que produits financiers, la Nation-arc-en-ciel poursuit la réglementation de ce marché en plein essor pour réduire les risques de fraude et de blanchiment d'argent. Les plateformes d'échange de cryptomonnaies devront obtenir des licences, d'ici fin 2023, pour continuer à opérer en Afrique du Sud, a rapporté Bloomberg, mardi 4 juillet, citant le dirigeant d'un organisme de régulation du secteur financier sud-africain. « Nous avons reçu environ 20 demandes de licence depuis quelques semaines, et d'autres sont attendues avant la date limite du 30 novembre »,

a déclaré Unathi Kamlana, commissaire de l'Autorité de conduite du secteur financier (FSCA). « L'autorité de régulation prévoit de prendre des mesures coercitives, dont des amendes et la fermeture de l'entreprise, contre les plateformes qui continueront d'opérer sans licence après la date limite », a-t-il ajouté, indiquant que la réglementation des crypto-actifs vise notamment à protéger les utilisateurs contre de « potentiels graves préjudices et des fraudes ». Dans un avis publié le 19 octobre dans le journal officiel, la FSCA a classé les crypto-actifs en tant que produits financiers. Elle les a définis comme « une représentation numérique de la valeur »,

tout en notant que ces actifs numériques « ne sont pas émis par une Banque centrale, mais peuvent être échangés, transférés ou stockés électroniquement à des fins de paiement et d'investissement ». L'Afrique du Sud est le premier pays du continent à exiger que les plateformes d'échange de cryptomonnaies obtiennent des licences. Plusieurs dizaines de ces plateformes, dont Luno et Binance, opèrent depuis plusieurs années dans ce pays qui figure dans le Top 20 mondial en termes d'adoption des cryptomonnaies.

FAUT-IL ETRE OURS OU TAUREUX, HAUSSIER OU BAISSIER, QUEL COMPORTEMENT DES INVESTISSEURS ?

LES RENCONTRES ECONOMIQUES D'AIX EN PROVENCE CERCLE DES ECONOMISTES
8 JUILLET 2023

RACHID SEKAK (*)

Mener un exercice prospectif, construire et proposer un scénario d'évolution de l'économie mondiale et des marchés financiers est un exercice hasardeux et périlleux. Se positionner comme un ours ou un taureau est tout aussi compliqué

Certains investisseurs préfèrent être des ours, jouant la prudence et la prédiction de l'effondrement imminent. Ils hibernent en période de turbulence économique, attendant patiemment que les marchés se redressent. Après tout, pourquoi prendre des risques quand on peut rester bien au chaud dans sa tanière, non ? D'un autre côté, nous avons les taureaux, toujours prêts à charger et à saisir les opportunités. Ils sont optimistes et confiants que les marchés sont sur le point de s'élever vers de nouveaux sommets. Pour eux, l'argent ne dort jamais, et ils ne craignent pas de mettre leurs cornes dans le tas. Et puis il y a une attitude médiane possible de renard ou de fennec à l'affût et plein d'agilité qui semble être plus raisonnable ?

Le point de départ est compliqué, chaotique et contradictoire

Le contexte économique mondial est morose avec des perspectives peu réjouissantes. Certains jugent la situation comme explosive ou tous les dérapages sont possibles et d'autres évoquent un précipice imminent. Oui le monde est clairement en tension. Une convergence de crises en cascade et de nature différente : économiques, sociales, sanitaires, écologiques et géostratégiques qui se superposent, soulèvent de nouvelles problématiques et donnent l'impression d'une mission impossible. Un contexte de grande incertitude caractérisé par des quantités de données grandissantes qui circulent de plus en plus vite et interfèrent entre elles. Il est donc difficile d'appréhender l'avenir et de construire des scénarios. Le puzzle, le RUBIK'S cube des prévisions sont complexes. Des éléments de court terme se superposent à des phénomènes plus durables et représentent un élément supplémentaire de complexité économique et géopolitique sont à présent plus entremêlées compliquant ainsi l'exercice prospectif.

La géopolitique est surdéterminante

Dans un contexte « d'incertitude a priori KNIGHTIENNE » je parie sur la prépondérance de la géopolitique sur l'économie. En effet, les liens économiques et commerciaux sont devenus, plus clairement, des instruments pouvant servir des buts géopolitiques. L'économie mondiale est surdéterminée par la situation géopolitique. Avec une géopolitique Elle-même en accélération. Le monde est en voie de fragmentation avancée et une multipolarité se dessine. Mais est-ce bien nouveau ?

Alors que faire ?

CHRISTIAN GOLLIER relève avec raison que « l'incertitude est la mère du conservatisme et de la prudence ». Elle fige les choses ! Comment danser le tango avec des chaussures de plomb ? La question de fond devient donc : comment revenir en « zone de risque » et par quels moyens réduire la zone d'incertitude ? Par le mouvement guidé par l'intelligence artificielle ? Il est néanmoins possible de tenter une « diligence raisonnable » et de se projeter en examinant divers faits et tendances économiques et géopolitiques et en suggérant les questions déterminantes pour l'avenir de l'humanité. Il faudra néanmoins ne pas perdre de vue que qualifier l'avenir relève d'une bonne dose d'éléments purement individuels, d'anticipations et de positionnement par rapport aux risques et à l'incertitude. PATRICE HUERRE relève que « nous entretenons un rapport intime avec l'incertitude » et d'ajouter que « l'incertitude pourra être une source d'angoisse, de doute, de pessimisme et de désignation pour certains et pour d'autres un espoir stimulant et un moteur de créativité » Aussi et bien évidemment, les anticipations des uns et des autres seront divergentes. Les prévisions de chacun seront aussi divergentes que les pas de danse d'une chorégraphie improvisée. VILLEROY DE GALHAU, gouverneur de la Banque de France, relevait très récemment « que la France, plus encore que d'autres pays en Europe, doute aujourd'hui de son avenir économique » Tout est dit dans une grande transparence. A ce stade, on peut se demander si face à l'incertitude, plutôt que de se positionner fermement comme ours ou taureau, il serait plus raisonnable d'adopter l'attitude médiane d'un renard ou d'un fennec : être à l'affût, agile, ruse et prudent ? La principale question devient : ou positionner le curseur ? L'évolution de l'attitude de WARREN BUFFET est, par exemple,

assez symptomatique de cette éventualité. Il est passé du statut de renard ruse à celui de fennec à l'affût. Peut-être devrions-nous nous inspirer de ses mouvements habiles pour naviguer dans cette jungle économique.

D'un point de vue économique, la gestion par les Etats des contraintes et des problèmes et les arbitrages à rendre pour les atténuer seront difficiles notamment en matière de politique économique. Comme souvent en la matière la prise en charge des urgences économiques du court terme pourra entrer en contradiction avec les objectifs de moyen et long terme. Certaines contradictions entre les finalités visées pourront également apparaître, que se soit entre soutenir le pouvoir d'achat et préserver la compétitivité, ou entre augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et favoriser la croissance économique. L'optimisation sera périlleuse et les arbitrages souvent douloureux. Il sera aussi difficile aux gouvernements de fixer un ordre de priorité clair : lutter contre l'inflation ? Engager une transition écologique ? Améliorer la compétitivité ? C'est comme essayer de choisir le menu dans un restaurant gastronomique avec un estomac affamé et un portefeuille vide !

Les facteurs d'incertitude et de fragilité sont actuellement nombreux

Le premier facteur d'incertitude réside dans des tensions géopolitiques fortes. La guerre en Ukraine est venue réactiver le risque politique et redessiner la carte du monde. Elle a notamment renforcé la mise en exergue de la dépendance énergétique de l'Europe et a entraîné une forte hausse des prix de l'énergie et des matières premières notamment agricoles. L'énergie est devenue une arme. Mais est-ce bien nouveau ? ANDRE LOESEKRUNG-PIETRI va plus loin et relève « l'extension du champ de la guerre à l'économie » Combinée aux effets de la crise Covid-19, la guerre en Ukraine a fortement accéléré la prise de conscience des risques associés à la configuration des chaînes d'approvisionnement. Ces chaînes d'approvisionnement ont aussi subi les contrecoups de certaines sanctions internationales. TAIWAN est un autre point de tension et d'incertitude avec la tentative d'endiguement technologique de la Chine. Le volet des technologies a pu être aussi un point de friction mondial (HUAWEI ET MICRON TECHNOLOGY). Les semi-conducteurs seront cruciaux pour faire évoluer les technologies et apparaissent comme des productions stratégiques. Les petites puces sont devenues aussi précieuses que des lingots d'or

Le second niveau d'incertitude touche les données économiques actuelles : l'inflation, la croissance et la situation des secteurs bancaires L'inflation a son plus haut niveau depuis vingt ans est le défi économique du moment et la priorité absolue des banques centrales. La stabilité des prix est une véritable obsession pour ces dernières. Cette inflation soulève deux types de questionnement pour les investisseurs : celui de sa nature et de son évolution mais aussi et surtout celui de sa prise en charge par la politique économique. L'inflation apparaît comme la résultante d'une combinaison de différents facteurs et sa nature est différente d'un pays à un autre. Pour la politique économique il est donc de la première importance de bien identifier sa nature, ses causes et ses symptômes pour appliquer les bons traitements. La question de fond actuelle : l'inflation est-elle un phénomène durable ou transitoire ? Dans ce cadre, on a pu néanmoins relever des pathologies différenciées. L'inflation est comme une diva capricieuse, elle se comporte différemment dans chaque pays. En Europe, les chocs extérieurs se traduisant par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières agricoles ont été initialement les principaux moteurs de l'inflation. On a parlé d'un choc d'offre importée Mais l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) notamment au travers de la persistance d'une inflation substantielle dans le secteur des services a fait naître des craintes d'une inflation plus structurelle et plus résiliente. Aux USA, les tensions salariales liées au plein emploi (taux de chômage le plus bas depuis 50 ans à 3,50 %) et le décaissement de l'épargne accumulée pendant la crise sanitaire sont des arguments souvent avancés. Plus généralement, certaines perturbations climatiques ont pu aussi expliquer une partie de la forte hausse des cours des matières premières. Tout comme certaines sanctions internationales ont pu exercer une pression haussière sur certains prix. Nous sommes loin d'une inflation à traiter comme un phénomène exclusivement monétaire. Son traitement pour beaucoup de pays, au-delà du volet politique conjoncturelle, nécessitera un fort volet de réformes structurelles. Pour les investisseurs et les marchés l'inflation pose deux incerti-

tudes majeures : l'évolution de cette dernière et l'évolution des politiques monétaires destinées à la contrecarrer. Les deux éléments sont, en fait, les deux faces d'une même pièce. Grosso modo, les questions posées : quel recul ou quelle avancée de l'inflation ce qui revient à questionner sa nature ? Quelle politique monétaire et quelles séquences de resserrement ou de desserrage et quel taux pivot-terminal pour les autorités monétaires ? La réponse à ces questions relève d'anticipations. La réaction des grandes banques centrales a été largement homogène : depuis un peu plus d'une année, un net resserrement des politiques monétaires se traduisant par une forte et rapide remontée des taux directeurs avec pour objectif de ramener l'inflation dans moins de deux années au niveau cible jugé acceptable de 2 %. A noter le caractère homogène de la cible dans des contextes institutionnels pourtant propres à chaque pays et bien différents. Pourquoi un tel mimétisme ? Ce resserrement monétaire n'est pas neutre et a induit des effets collatéraux : un impact négatif sur la croissance économique et un renchérissement des conditions de crédit appliquées aux agents économiques. Elle pourrait ainsi entraver la qualité des créances détenues par les banques et conduire à une hausse sensible des défauts de paiement. Il faudra donc trouver un point d'équilibre entre lutte contre l'inflation et stabilité des secteurs bancaires. La remontée des taux creuse les déficits publics en alourdissant la charge d'intérêt et soulève la question récurrente de la soutenabilité des dettes publiques. Elle fragilise aussi la solvabilité externe de certains pays en développement et laisse craindre une nouvelle crise de la dette et renforce la perception d'un potentiel risque de défaut. On observe déjà des soucis avec LE GHANA, LE TCHAD, LA TUNISIE, LA ZAMBIE ET LE SRI LANKA. Ce volet particulier pose la nécessité de faire évoluer le cadre institutionnel de prise en charge des soucis de dette extérieure pour les pays en voie de développement. Le cadre de traitement de la dette au-delà du club de Paris est une incitative heureuse Mais la aussi la géopolitique est omniprésente avec la Chine devenue un créancier important. A relever aussi que l'arme budgétaire a aussi été déployée dans certains pays au travers de boucliers tarifaires sur l'électricité et le gaz pour contenir le choc énergétique et protéger les ménages et les entreprises. Ce qui automatiquement dégrade les finances publiques. Le ralentissement de l'activité économique est fort et un risque de récession est fortement envisagé pour 2023-2024. Certains évoquent même un retour à la stagflation. Les incertitudes sur la croissance à venir sont fortes. Les secousses bancaires liées aux banques régionales américaines, dans un contexte réglementaire jugé plus laxiste qu'en Europe, et le choc du crédit suisse. Représentent un élément de complexité supplémentaire et laissent planer de multiples risques : dégradation de la qualité des actifs, liquidité et contagion Les marchés ont peur d'un durcissement des normes de crédit bancaire : un crédit plus rare et un crédit plus cher avec des effets sur la solvabilité des ménages et des entreprises. Le risque d'une possible résurgence de la pandémie, notamment en Chine, provoquant une aggravation du choc d'offre actuellement observé et un nouvel effondrement de la croissance mondiale n'est plus un sujet de préoccupation majeur. Revenons néanmoins rapidement sur les effets induits par la pandémie et qui pèseront sur le futur de l'économie mondiale. La crise sanitaire Covid-19 a eu des conséquences lourdes sur l'évolution du monde. Elle a induit une forte perturbation des chaînes d'approvisionnement et mis en exergue les fragilités liées à la concentration des productions et à la disponibilité de certains produits. Elle a fait apparaître « les failles de la mondialisation et des interdépendances » et a soulevé de nombreux questionnements sur les liens de dépendance. Tout ceci a été amplifié par la guerre en Ukraine. Face à la pandémie, les Etats ayant retenu les leçons de la crise de 2008, ont réagi vite et très fort au travers de conditions financières très accommodantes et de plans massifs de relance budgétaire. Ce qui a permis de juguler cette pandémie et d'éviter un effondrement économique et une forte cure d'austérité. Mais ces politiques ont laissé des traces : la forte poussée des dettes publiques, contrepartie du « quoi qu'il en coûte », et probablement au moins partiellement la résurgence de l'inflation.notamment en face du déséquilibre de l'offre actuellement observée ? La pandémie a aussi accéléré la transformation du travail avec une très forte poussée du télétravail. Pour compléter le contexte, relevons deux éléments supplémentaires de complexité : Tout d'abord, les entraves au commerce mondial et le regain de protectionnisme sont aussi des caractéristiques du contexte actuel. On relèvera les mesures protectionnistes prises par les USA notamment par l'administration Trump des 2017 et maintenues pas l'administration Biden ainsi que le déploiement au moins partiel du concept d'autonomie stratégique ouverte en Europe. De nombreuses interrogations émergent sur les liens de dépendance et les échanges commerciaux entravés par la géopolitique. Le concept de souveraineté économique est au top de l'agenda et est devenu un argument politique fort et ce bien au-delà

MALTHUSIEN OU SCHUMPETERIEN : QUELLES EVOLUTIONS POUR L'ECONOMIE MONDIALE ?

des courants populistes.

Ensuite, la forte volatilité des marchés s'explique souvent par un manque de repères sur l'ampleur anticipée du ralentissement économique. Mais aussi par des discours quelquefois incertains des autorités monétaires conduisant à une évolution des anticipations sur les séquences de resserrage monétaire des opérateurs de marché. Par ailleurs, la fin des achats d'actifs par les banques centrales n'est pas étrangère à une certaine volatilité.

La réaction des investisseurs sur les marchés

On a observé un ballet hésitant entre prudence et panique ! Dans ce tumulte, les investisseurs et les marchés ont décidé de jouer la carte de la défense. Ils ont adopté une posture aussi prudente qu'un écureuil traversant une route. Les actions ont été mises au régime sec et sous pondérées. Quant aux obligations, l'ambiance était au raccourcissement de la durée pour rendre les portefeuilles moins sensibles aux montages russes des taux d'intérêt. Les fonds monétaires ont connu une croissance fulgurante en 2023, comme si les investisseurs cherchaient refuge dans la qualité, préférant se réfugier dans un matelas moelleux bien rémunéré plutôt que de prendre des risques délirants.

Alors l'avenir ?

Un point d'arrivée énigmatique

On dit souvent que chaque crise est porteuse d'opportunité. Une seule certitude, le monde ne sera plus comme avant la guerre en Ukraine. Nous sommes tous confrontés aux prémices d'une nouvelle dynamique et d'une transition géopolitique et environnementale vers des paradigmes inconnus : quelle équation finale et quel équilibre ? Mais attention, ANTONIO GRAMSCI disait : « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres » et oui comme le signalait récemment JACQUES ATTALI « le pire n'est pas certain mais il est possible ». Nous assistons à la danse des alliances et des rapports de force. Et le nouvel ordre mondial qui se dessine sera bien évidemment et comme par le passé le résultat de ces derniers. Les éléments censés dissiper cette incertitude sont confus et contradictoires. Elle va perdurer et il nous faudra apprendre à cohabiter avec ce colocataire capricieux. Mais comme relève par PATRICE HUERRE rien de bien nouveau sous le soleil : « y-a-t-il déjà eu une époque certaine ou tout aurait été prévisible ? ». Certainement pas. Alors sans être augure ou oracle, prenons un peu de distance, élevons-nous au dessus du tumulte ambiant et adoptons une posture solide, un ancrage ferme. Développons une vision prospective, reposons-nous la question du long terme en allongeant l'horizon. Ce qui n'est pas, il faut le reconnaître, toujours le fort des marches ! Oublions la tactique du court terme, identifions les mégatendances porteuses et construisons une vision solide ! Travaillons sur la base de convictions après avoir identifié les fondamentaux. Car l'espoir est une manière de transcender les incertitudes comme le dirait le professeur El-mouhoub mouhoub en reprenant GRAMSCI « après le pessimisme de la raison ... place à l'optimisme de la volonté ». C'est cette volonté de s'en sortir par le haut qui nous guidera dans ce maelstrom économique.

Alors, quelles sont les lignes d'analyse qui auront un impact sur l'économie mondiale et sur les marchés financiers ? Le visage de la mondialisation va changer, partiellement remis en cause par les turbulences géopolitiques observées. Une grande partie d'échecs se joue actuellement et les questionnements sont nombreux. Si nous tentons d'esquisser les dynamiques plusieurs axes principaux se dégagent et se cumulent.

Premier axe : la géopolitique sera au centre du jeu économique. La guerre en Ukraine marque un moment de rupture historique. Une nouvelle tectonique et une nouvelle équation se mettent en place : quelle nouvelle configuration des rapports de force entre les puissances ? une hégémonie américaine déclinante ? Un nouvel équilibre ? Une guerre de leadership ? Une nouvelle géopolitique des blocs : un monde bipolaire avec d'un côté un pôle occidental autour des USA et de l'autre la Chine et l'Asie ? Ou un monde multipolaire ? Les BRICS : cohésion et leadership ? Quels seront les gagnants et les perdants de demain ? Quel statut pour l'Europe ? Quelle place pour la Russie ? Pour caricaturer mon ancien professeur : nous avons eu YALTA 1 que sera YALTA 2 ? Les questionnements sont nombreux. Une certitude : nous allons vers de profondes transformations structurelles avec une influence majeure de la géopolitique sur l'organisation économique mondiale notamment la structure des chaînes d'approvisionnement. La maîtrise des matières premières et des biens intermédiaires sera on the top of the agenda. Les matières premières conserveront une importance stratégique. Les terres rares relèveront plus que jamais du stratégique. Une intensification de la militarisation du commerce international et des relations économiques internationales est une forte éventualité, une quasi-certitude. On cherchera naturellement à réduire les dépendances vis-à-vis des pays jugés potentiellement inamicaux ou hostiles. L'énergie restera une arme.

Pour mémoire le concept de « friend shoring » (le commerce entre pays amis) de JANET YELLEN (secrétaire américaine au Trésor) est symptomatique du nouvel état d'esprit.

Nous allons donc vers des interdépendances choisies et vers un filtrage plus fin des investissements directs étrangers. Nous nous dirigeons aussi vers une recomposition des chaînes de valeur : laquelle ? Sur une base régionale ? Cela nous conduira probablement vers un dilemme douloureux : réduire les dépendances et préserver la compétitivité ? La relocalisation de certaines productions, au-delà des discours populistes sur la souveraineté économique, sera une réalité majeure avec la volonté de reindustrialisation exprimée par l'Europe et les USA.

Cette relocalisation portera sur certaines productions jugées stratégiques : l'inflation reduction act (IRA) déployé par l'administration Biden durant l'été 2022 et visant notamment à développer les capacités américaines de production dans les semi-conducteurs et les énergies vertes est une prémisse claire de ce mouvement. Le « local content » et les crédits d'impôts sont à l'œuvre. Une nouvelle division internationale du travail visant à simplifier les réseaux de production sera combinée à un vaste mouvement de relocalisation.

Second axe : le système multilatéral et le cadre de la gouvernance économique mondiale vont évoluer : dans quelles directions et avec quelle profondeur ?

Le multilatéralisme sera affaibli dans un monde plus multipolaire. Mais la coopération sera incontournable car la prise en charge des défis communs nécessitera de s'écouter et de s'entendre dans un cadre multilatéral et donc de fixer un cadre de concertation rénové. Le conflictuel est intenable dans la durée et le coopératif sera forcé de retour.

Nous pouvons donc anticiper une réforme profonde des institutions internationales ou même le remplacement de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale ? Par quoi ? Sans oublier l'ONU qui apparaît actuellement comme paralysée.

Pour le volet monétaire, il est probable que la montée en puissance progressive du renminbi et une dédollarisation partielle seront progressives.

A noter néanmoins l'étroitesse de l'architecture financière actuelle des BRICS limitée à la nouvelle banque de développement (NDB) et au contingent reserve arrangement (CRA) aux moyens limités. Mais elle évolue vite.

Troisième axe : les enjeux environnementaux et sociétaux seront essentiels

Le climat qui est devenu existentiel sera un sujet transversal. La réalité de plus en plus évidente du changement climatique et du dérèglement écologique pose avec acuité la prise en charge du défi de la transition énergétique et climatique devenues des enjeux planétaires.

La transition énergétique nécessitera de gros investissements et leur financement reste néanmoins problématique. Le soutien des gouvernements est fort mais les financements publics seront insuffisants et des financements privés colossaux devront être mobilisés, sous quelles formes ?

Ces investissements privés auront besoin de visibilité notamment, d'après CHRISTIAN GOLLIER, d'une clarification du cadre de calcul économique notamment la tarification carbone.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la décarbonisation, de plus en plus fortement réglementée, passera par la transformation des procédés industriels et des équipements des ménages et aura un coût, qui reste à être évalué avec précision. Elle sera inflationniste, et supposera de rendre des arbitrages budgétaires douloureux (entre climat et vertu budgétaire).

Dans ce cadre, allons-nous faire face à une nouvelle hausse des dettes publiques ? La transition énergétique pourrait aussi potentiellement influencer la productivité du travail ?

Cette transition énergétique passe par un accroissement de l'offre d'énergies renouvelables : l'énergie éolienne ? Le photovoltaïque ? Mais comment résoudre le souci / le verrou de stockage lié à leur intermittence ?

Par ailleurs, on estime actuellement à 80 % le contrôle par la Chine des productions conduisant au solaire, à l'éolien et aux batteries ... une autre dépendance à arbitrer pour certains.

Et quid : du nucléaire notamment « la fusion » et l'expérience du projet ITER ? De l'hydrogène vert ? Des pompes à chaleur ? De la finance verte ? Et de l'amélioration de l'efficacité énergétique ?

Le monde sera-t-il plus sobre et plus écologique car les ressources ne sont pas inépuisables : le retour du malthusianisme avec une approche de gestion avec sobriété et parcimonie au triple plan énergétique, écologique et financier ?

Dans ce cadre un dernier sujet : les déchets et l'économie circulaire. Face à ces trois tendances majeures la diversification restera la règle en matière d'investissement, avec plusieurs points à intégrer.

POINT 1 :

La diversification géographique : En 2008, STEPHEN GREEN, alors président de HSBC, évoquait déjà un changement dans le centre de gravité économique du monde et recommandait de bouger à l'est (moving east : the shift in the world's economic center of gravity, discours à la conférence de british industry le 24 novembre 2008).

Ce constat s'est renforcé au cours des 15 dernières années. L'Asie qui bénéficie d'une démographie favorable et où la coopération économique infrarégionale (L'ASEAN) est croissante restera dynamique et profitera de la remontée en puissance de la Chine et de ses réorientations économiques.

Le rattrapage technologique et l'innovation seront forts sur la zone. Les ombres cimmériennes ne sont plus des ombres mais bien une réalité.

POINT 2 :

La diversification sectorielle :

Il est aussi possible de déconstruire des scénarios sur quelques anticipations positives d'inspiration SCHUMPETERIENNE : le salut passe par l'innovation technologique. Le progrès technologique sera là et s'exprimera notamment par une transformation numérique. BLOCKCHAIN, IA.

Des virages à 180 degrés sont actuellement pris dans beaucoup de secteurs. Le boom actuel de l'intelligence artificielle en est la claire démonstration.

Mais l'intelligence artificielle suscite de nombreux débats sur l'opportunité qu'elle représente et sur les risques qui lui sont associés. Alors de nombreux axes de croissance potentielle : surpondération du secteur des TECH ? Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) ?

Les technologies de l'information ? Les centres de données (Cloud) ? Les entreprises de logiciels ?

Quid de la productivité du travail ? Progrès technologique versus transition énergétique ?

Point 3 : les facteurs socio démographiques notamment la variable démographique et les différentiels entre régions, et le vieillissement de la population.

La terre devra s'accommoder de 11.5 milliards d'habitants en 2100 d'après ONU.

La aussi : le retour au malthusianisme ?

Dans deux tribunes du journal le monde en octobre 2018 et en novembre 2022, des collectifs de scientifiques considéraient que freiner la croissance de la population était une nécessité absolue.

Ces facteurs sociodémographiques concurrents à l'attractivité de nombreux segments potentiels d'investissement. La santé et le bien être / la biotechnologie ?

L'érosion de la biodiversité ? : L'oxygène vert ? L'eau et ses pénuries ? La nourriture et les matières premières et l'insécurité alimentaire ? Les déchets ?

Les infrastructures : autoroutes, ports et aéroports ? Nécessiteront des formes innovantes de financement ?

Dans ce cadre plusieurs défis supplémentaires émergent : Le défi de la sécurité alimentaire et celui des mouvements migratoires qui questionnent celui du développement et de la gouvernance notamment en Afrique.

Celui de l'urbanisation ?

Et celui du nécessaire accompagnement de la transformation du travail : la plupart des emplois de 2030 n'existent pas encore (PATRICE HUERRE).

Point 4 : le volet réglementaire avec un cadre de régulation de plus en plus exigeant notamment pour le volet climat (décarbonisation) influencera largement l'attractivité des investissements et la composition des portefeuilles.

Alors ?

Les choix et les arbitrages à rendre sont larges.

Quelles catégories d'actifs / quelles allocations d'actifs : obligataires entreprises ? Les greens bonds ? Intégration des facteurs environnement, social, gouvernance (ESG) ? La montée en force des fonds thématiques qui ne seront pas uniquement un effet de mode ? Les exchange-trades Funds / ETF et indices de marche ?

Quels horizons temporels ?

Une vision de long terme plutôt qu'une vision de court terme mais est-ce que les marchés acceptent de la sous performance à court terme ? Et détenir les positions ?

Mais oui je sais dans le long terme nous serons tous morts !

Aussi, dans un contexte géopolitique plus marqué redevenons un peu keynésien : les Etats, au-delà d'un volet souveraineté omniprésente, auront à jouer un rôle essentiel notamment en matière de politique industrielle et de déploiement d'incitations.

ROLAND LESCURE disait récemment « le rôle de l'état est de rendre rentable ce qui ne l'est pas ... mais qui est nécessaire ».

Mais les Etats : disposent-ils des outils et de l'agilité pour mener à bien cette mission sensible ? Pourront-ils réduire leur inertie ? En conclusion, l'économie mondiale restera un jeu complexe, avec des équilibres délicats à maintenir. Nous devons être flexibles, prêts à nous adapter aux circonstances changeantes et à saisir les opportunités lorsque le moment est propice.

En fin de compte, ce qui importe le plus, c'est de trouver un équilibre entre prudence et audace, entre analyse rigoureuse et l'intuition. Soyons à la fois MALTHUSIENS et SCHUMPETERIENS, anticipant les défis tout en cherchant constamment de nouvelles solutions.

Ne perdons pas donc pas espoir ! Restons à l'affût, tels des renards ou des fennecs rusés.

FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La coopération Pékin-Washington «essentielle», assure Janet Yellen

La coopération entre la Chine et les États-Unis est «essentielle» pour financer la lutte contre le changement climatique, a assuré samedi la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen, au deuxième jour de sa visite à Pékin. «Comme nous sommes les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde et les plus grands investisseurs en énergies renouvelables, nous avons à la fois la responsabilité commune - et la capacité - de montrer la voie», a-t-elle déclaré, mettant l'accent sur un domaine-clé de coopération pour Washington, malgré des relations bilatérales tendues.

La visite de Janet Yellen survient quelques semaines après celle du secrétaire d'État Antony Blinken, dans une volonté de l'administration Biden de renouer les contacts physiques avec Pékin, après trois ans d'isolement presque total de la Chine en raison de la crise sanitaire. «Le changement climatique est numéro un sur la liste des défis mondiaux, et les États-Unis et la Chine doivent travailler ensemble pour faire face à cette menace existentielle», a souligné Janet Yellen samedi, face à une table ronde d'experts. «Je pense que la poursuite de la coopération entre les États-Unis et la Chine sur le financement contre le changement climatique est essentielle», a insisté la secrétaire américaine au Trésor, qui effectue son premier déplacement à Pékin depuis sa prise de fonction en 2021. Janet Yellen a également affirmé que «le financement de la lutte contre le changement climatique doit être ciblé de manière efficace», appelant la Chine à soutenir des institutions multilatérales comme le Fonds vert pour le climat. La Chine avait suspendu les discussions sur le climat l'été dernier en protestation contre le déplacement à Taïwan de l'an-

cienne présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi. Mais des signes d'accalmie apparaissent désormais: vendredi, un responsable du département d'État a indiqué que l'envoyé spécial américain pour le climat, John Kerry, se rendrait en Chine prochainement afin d'y discuter des possibilités de coopération avec Pékin dans la lutte contre le changement climatique.

Apaisement

Plus largement, Janet Yellen a joué l'apaisement lors d'une rencontre vendredi avec le Premier ministre Li Qiang, soulignant l'important d'une communication directe entre Pékin et Washington sur les sujets économiques et financiers, en joignant aussi leurs efforts sur des défis mondiaux comme l'endettement. Cette rencontre a certainement «donné le ton» du reste de sa visite, note Lyu Xiang, expert de l'Académie chinoise des sciences sociales. Samedi, la secrétaire américaine au Trésor doit également rencontrer des femmes économistes et le vice-Premier ministre He Lifeng, en charge des dossiers économiques. Lors de ces rencontres, elle devrait pouvoir aborder des

sujets plus spécifiques, comme la macro-économie et les exportations de technologies, prédit Lyu Xiang. La question est de savoir si «les sujets qui font partie des défis mondiaux», comme le surendettement et la coopération sur le climat, seront placés en tête des priorités, s'interroge Lindsay Gorman, du cercle de réflexion américain German Marshall Fund (GMF).

Vendredi, Janet Yellen avait également rencontré des responsables d'entreprises américaines opérant en Chine. Ces derniers lui ont fait part de leurs inquiétudes dans un climat d'affaires de plus en plus incertain, sur fonds de tensions géopolitiques entre les deux grandes puissances. «Tout ce qui peut contribuer à améliorer les relations entre les États-Unis et la Chine, premièrement, aidera les entreprises ici, le climat pour les investissements, et deuxièmement, nous donnera plus d'occasions de coopérer», a déclaré à l'AFP Michael Hart, président de la Chambre de commerce américaine en Chine.

BELGIQUE

Grève des pilotes de Ryanair le week-end des 15 et 16 juillet

Les pilotes de Ryanair basés en Belgique, en conflit avec la direction de la compagnie irlandaise sur les conditions de travail, seront en grève le week-end des 15 et 16 juillet, selon leur association professionnelle, la BeCA (Belgian Cockpit Association). Les pilotes reprochent à la compagnie de ne pas vouloir respecter une convention collective prévoyant un certain nombre de jours de repos en échange des baisses de salaires consenties en 2020 au moment de la crise du Covid-19.

«On nous dit que la partie de la convention sur le temps de repos est nulle et non avenue, cela revient à ne pas appliquer le

droit du travail», a expliqué Alain Vanalderweireldt, président de la BeCA. La grève, votée par 80% des 180 pilotes belges de Ryanair, est également soutenue par le syndicat chrétien CNE, qui reproche à la compagnie dirigée par Michael O'Leary de «bafouer» la loi belge. Le préavis lancé par les organisations devrait permettre à Ryanair de limiter les conséquences de la grève, en réorganisant la desserte du hub belge de Charleroi (sud) avec des avions basés dans d'autres pays.

«Nous ne nous attendons pas à des perturbations importantes de nos vols en direction et au départ de la Belgique», a commenté la compagnie. Selon elle, plus

de la moitié du trafic Ryanair à Charleroi est assuré par des avions opérés par du personnel non belge. «Les syndicats de pilotes belges devraient négocier plutôt que de faire grève», a ajouté Ryanair, en se félicitant des accords conclus avec leurs homologues italiens, espagnols et français sur les conditions de travail. Selon les syndicats belges, Charleroi est pour Ryanair «la deuxième base la plus rentable de ses 86 bases actuelles». Ils accusent la compagnie irlandaise de «prosperer sur un dumping social» et de «créer une concurrence déloyale» envers les autres acteurs du transport aérien en Belgique qui eux «se conforment aux règles».

CHINE

Des géants de la tech à l'amende

Le régulateur a condamné vendredi en Chine à de lourdes amendes pour infractions les géants du numérique Tencent et Ant Group qui possèdent chacun un populaire système de paiement, laissant entrevoir la fin d'un tour de vis visant la tech. Les autorités avaient vu d'un très mauvais oeil que deux groupes privés, qui dominent largement en Chine les systèmes de paiement, puissent avoir un tel poids dans le système financier, et ne soient pas soumis à la réglementation bancaire.

Ant Group est le propriétaire d'Alipay, un système de paiement par téléphone incontournable en Chine, où l'argent liquide est désormais très peu utilisé. L'entreprise propose également des services financiers. Son principal concurrent est WeChat Pay, détenu par le géant de l'internet et des jeux vidéo Tencent. Ant Group écope d'une amende de 7,1 milliards de yuans (environ 900 millions d'euros), a annoncé vendredi le régulateur.

La décision a été prise «au vu d'actes illégaux et réguliers commis par Ant

Group (...) ces dernières années» notamment dans l'activité bancaire et la protection des consommateurs, écrit le régulateur. «Nous respecterons la sanction», a immédiatement réagi Ant Group dans un communiqué. «Sous la direction des autorités de régulation financière, Ant Group a mené de manière proactive une rectification de ses activités» qui étaient problématiques, a ajouté l'entreprise.

«Problèmes rectifiés»

Son concurrent Tencent devra lui payer près de 3 milliards de yuans (environ 379 millions d'euros) pour des infractions, a également annoncé le régulateur. «La plupart des problèmes en suspens dans les activités de finance [des entreprises du numérique] sont à présent rectifiés», s'est-il félicité, laissant entrevoir la fin de la vaste reprise en main en Chine dans le secteur technologique.

Le tour de vis visant la tech a fait perdre ces dernières années à ce secteur dynamique des milliards de dollars de capitalisation boursière. Ant Group, qui était

alors la propriété du géant de l'e-commerce Alibaba, avait été la première entreprise à subir la vindicte des autorités fin 2020.

Elles avaient stoppé à la dernière minute ce qui aurait dû devenir la plus grosse levée de fonds de l'histoire (34 milliards de dollars). Le mois suivant, Alibaba était visé par une enquête pour entrave à la concurrence, puis condamné à une lourde amende (2,3 milliards d'euros). Ces mesures avaient marqué le début d'un brutal durcissement de la réglementation dans le secteur technologique, qui avait fortement pénalisé la rentabilité des géants du numérique.

Fin des turbulences

Le pouvoir se montre depuis intransigeant contre les entreprises du numérique, en particulier sur les questions de collecte et de protection des données personnelles, les pratiques anti-concurrentielles mais également les levées de fonds à l'étranger. En 2021, Didi, le «Uber chinois» avait ainsi été condamné par le régulateur à une amende d'environ

1,2 milliard d'euros notamment pour des infractions en matière de données personnelles.

L'entreprise, championne en Chine de la réservation de voitures avec chauffeur, avait maintenu en 2021 une levée de fonds à New York, malgré les réticences des autorités chinoises dans un contexte de tensions géopolitiques avec les États-Unis. Cette obstination avait provoqué le mécontentement de Pékin, qui craignait notamment un transfert de données sensibles vers le sol américain.

Les sanctions dévoilées vendredi marquent l'épilogue de plusieurs années de turbulences dans le secteur technologique. L'action Alibaba a ainsi terminé vendredi en hausse de plus de 3% à la Bourse de Hong Kong, anticipant une annonce imminente du régulateur. À New York, après la décision des autorités chinoises, elle prenait 5,59% en début de séance à Wall Street, le marché y voyant la fin de l'incertitude pesant sur cette société.

PAYS-BAS

Démission du Premier ministre, Mark Rutte, après la chute de son gouvernement

Le gouvernement de coalition du Premier ministre néerlandais Mark Rutte s'est effondré vendredi après des différences «insurmontables» entre les quatre partis au pouvoir autour de la politique migratoire des Pays-Bas, entraînant la tenue prochaine d'élections législatives anticipées. Concrètement, les négociations ont échoué sur le projet du chef de gouvernement de durcir les restrictions du regroupement familial pour les demandeurs d'asile. Crise politique majeure aux Pays-Bas. Le gouvernement de coalition du Premier ministre néerlandais, Mark Rutte - l'un des chefs de gouvernement à la plus grande longévité au pouvoir de l'Union européenne et le plus longtemps en place de l'histoire du pays -, s'est effondré vendredi 7 juillet. En cause : des différences «insurmontables» entre les quatre partis au pouvoir autour de la politique.

En effet, Mark Rutte, de droite libérale, VVD (Parti populaire pour la liberté et la démocratie) a déclaré que les négociations d'urgence n'ont finalement pas abouti à un accord. Dans le détail, elles ont échoué sur le projet du Premier ministre de durcir les restrictions du regroupement familial pour les demandeurs d'asile, dans l'objectif de réduire le nombre de ces derniers, après un scandale lié à sa gestion des centres d'accueil de réfugiés, surpeuplés. C'est notamment la proposition d'instaurer d'un quota du nombre d'enfants en provenance de zones de conflits pouvant obtenir l'asile qui a cristallisé les tensions. Concrètement, les réfugiés déjà établis aux Pays-Bas ne seront plus autorisés à y être rejoints par leurs enfants si un quota mensuel de 200 enfants est déjà atteint, a demandé Mark Rutte.

De quoi déclencher l'opposition de deux des quatre partis de la coalition, plus souples sur l'immigration, la petite formation protestante ChristenUnie et les centristes libéraux du D66. «La famille, et que les enfants grandissent avec leurs parents, c'est une valeur fondamentale pour nous», a déclaré la ministre de la lutte contre la pauvreté et membre de la ChristenUnie Carola Schouten, ajoutant que c'était «un moment très difficile».

«Ce n'est pas un secret que les partenaires de la coalition ont des visions très différentes sur la politique migratoire», a ainsi réagi Mark Rutte au cours d'une conférence de presse extraordinaire vendredi à La Haye.

Elections législatives anticipées

Ce dernier a ajouté qu'il a encore «l'énergie» de se présenter comme tête de liste de son parti aux législatives afin de viser un cinquième mandat, mais qu'il devait dans un premier temps y «réfléchir».

Le Premier ministre a remis plus tard dans la soirée sa démission au roi, a déclaré le gouvernement dans un communiqué, précisant que le Premier ministre a rendez-vous samedi au Palais Huis ten Bosch à La Haye, où réside la famille royale, afin de s'entretenir de la chute de son gouvernement, le quatrième de Mark Rutte depuis 2010. Résultat : des élections législatives anticipées auront lieu au plus tôt à la mi-novembre, a déclaré la commission électorale.

PARIS

Léger rebond après le trou d'air de la veille

La bourse de Paris achève cette dernière séance de la semaine sur un gain modeste de 0,42%, à 7111 points, bien aidée par les performances de URW (+4,6%), Stellantis et Alstom (+2%). L'indice parisien cède près de 2,8% sur la semaine écoulée mais conserve un gain proche de 10% depuis le début de l'année.

Avec moins de 2,8 MdsE de volumes échangés, la séance s'est avérée relativement calme. La publication très attendue du 'NFP', ressort finalement comme un non-événement: les créations d'emplois aux Etats-Unis au mois de juin sont pourtant ressorties bien en-deçà des attentes (209.000 contre 245.000 attendu), prenant à contre-pied les données publiées hier par ADP (+495.000). Rappelons que hier, la baisse des indices boursiers s'était doublée d'une brusque remontée des rendements obligataires dans la perspective d'un durcissement de la politique monétaire de la Fed.

Les marchés auraient donc dû être rassurés ce vendredi, mais le 'NFP' n'a pas eu d'effet notable: ni les indices boursiers, ni les marchés obligataires ne connaissent d'embellie depuis 14H30.

CAC40

Du vert pour la fin de semaine mais -3,8% en hebdo

La bourse de Paris achève cette dernière séance de la semaine sur un gain modeste de 0,42%, à 7111 points, bien aidée par les performances de URW (+4,6%), Stellantis et Alstom (+2%). L'indice parisien cède près de 2,8% sur la semaine écoulée mais conserve un gain proche de 10% depuis le début de l'année.

Avec moins de 2,8 MdsE de volumes échangés, la séance s'est avérée relativement calme. La publication très attendue du 'NFP', ressort finalement comme un non-événement: les créations d'emplois aux Etats-Unis au mois de juin sont pourtant ressorties bien en-deçà des attentes (209.000 contre 245.000 attendu), prenant à contre-pied les données publiées hier par ADP (+495.000). Rappelons que hier, la baisse des indices boursiers s'était doublée d'une brusque remontée des rendements

obligataires dans la perspective d'un durcissement de la politique monétaire de la Fed. Les marchés auraient donc dû être rassurés ce vendredi, mais le 'NFP' n'a pas eu d'effet notable: ni les indices boursiers, ni les marchés obligataires ne connaissent d'embellie depuis 14H30.

C'est même tout le contraire avec un CAC40 qui efface la moitié de ses gains affichés vers 14H15, les OAT et les Bunds continuent de se dégrader ou peine à se détendre, la semaine s'achève sur une tension de +25Pts à +30Pts (pour les BTP italiens), c'est la prise en compte d'une possible hausse de taux supplémentaire cet automne. Les T-Bonds ont même fusé jusque de 4,04 vers 4,10% avant de revenir à 4,043%, le '2 ans' vient d'atteindre les 5% pour la 1ère fois depuis 17 ans. Le marché parisien a vécu une se-

maine difficile, caractérisée par quatre séances dans le rouge (pour un repli cumulé voisin de -3,8%), un mouvement de consolidation qui l'a finalement conduit à enfoncer son support majeur des 7.350 puis des 7.150 points.

Depuis plusieurs mois, certains analystes s'inquiètent de la 'dissonance cognitive' des marchés, qui privilégie le scénario 'rose' d'une absence de récession ('soft landing') et d'une normalisation rapide de l'inflation. Les créations d'emplois du mois de juin aux Etats-Unis ont nettement ralenti en juin aux Etats-Unis, mais le taux de chômage s'est tassé à 3,6% (contre 3,7% en mai) et les hausses salariales ont dépassé les attentes, livrant un tableau toujours contrasté du marché du travail.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales échouent à rebondir après un jeudi difficile

Les Bourses européennes ont ouvert en baisse mercredi, dans le sillage des bourses asiatiques, prises en étau entre des données décevantes sur la reprise économique en Chine et l'attente des minutes de la Fed, qui seront publiées après la clôture en Europe. Vers 07H30 GMT, Paris lâchait 0,52% Francfort 0,63%, Londres 0,47% et Milan 0,26%.

Les Bourses européennes évoluaient dans le rouge vendredi à l'ouverture, échouant à rebondir après une séance signant jeudi leur pire performance depuis mars et prudentes avant un nouvel indicateur sur l'emploi américain décisif pour l'orientation de la politique des banques centrales. Vers 07h55 GMT, Paris évoluait en baisse de 0,17%, après une ouverture pourtant dans le vert à +0,23%. Francfort (-0,16%) et Milan (-0,15%) perdaient aussi légèrement du terrain, quand Londres affichait une tendance plus marquée (-0,58%). La tendance était la même sur les marchés asiatiques: Tokyo a clôturé en nette baisse -1,17% et Shanghai en petite baisse de 0,28%. Hong Kong perdait 0,74% dans les derniers échanges. «Cette semaine a été terrible pour les marchés européens, en passe de réaliser leur pire performance hebdomadaire depuis mars, le DAX est tombé à ses plus bas niveaux depuis 3 mois, tandis que le FTSE100 a glissé à quelques encablures de ses plus bas de mars», constate Michael Hewson, analyste de CMC Markets. Jeudi, les places boursières européennes ont connu leur pire séance depuis le 15 mars, terminant une quatrième séance dans le rouge. En cause ? La forte remontée des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique, les investisseurs «anticipant que la Fed ne cessera pas d'augmenter ses taux directeurs» après des données sur l'emploi

plus «solides» que prévu, estime Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.

Le rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis fortement attendu

Car la vigueur du marché du travail ne facilite pas la lutte de la banque centrale américaine contre l'inflation, qui a certes ralenti en 2023 mais reste toujours très au-dessus de la cible des 2%. «Quoi qu'il arrive aujourd'hui, une hausse des taux de 25 points de base ce mois-ci semble acquise, et la question est donc de savoir combien d'autres hausses auront lieu par la suite», juge Michael Hewson, de CMC Markets. Vers 07h20 vendredi sur le marché obligataire, les taux d'intérêt se détendaient légèrement après leur envolée de la veille : celui à 10 ans britannique s'affichait à 4,63%, en très légère baisse depuis un plus haut jeudi à 4,65%, plus atteint depuis 2008. Le taux français à 10 ans se détendait à 3,18%, après avoir frôlé les 3,20% jeudi.

Tous les yeux seront braqués vendredi sur le rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis, les investisseurs traquant le moindre indice qui pourrait influencer sur la politique de la Fed. «On peut également craindre qu'un bon rapport n'encourage la Réserve fédérale à penser que l'économie est plus résiliente qu'elle ne l'est en réalité et à relever les taux plus que nécessaire», juge l'analyste. «En revanche, nous pourrions assister à un ralentissement de la croissance des sa-

laires. Si tel est le cas, les investisseurs pourraient encore avoir une raison de voir le verre à moitié plein et de parier que l'économie américaine pourrait réaliser l'atterrissage en douceur qu'elle espère», nuance Ipek Ozkardeskaya.

Thyssenkrupp parie sur l'hydrogène

Le conglomérat industriel allemand Thyssenkrupp a introduit vendredi sa filiale produisant des installations d'hydrogène, Thyssenkrupp Nucera, à la Bourse de Francfort, illustrant les ambitions de croissance de cette technologie alternative aux combustibles fossiles. L'action Thyssenkrupp Nucera a affiché 20,20 euros, au-dessus du prix d'introduction fixé à 20 euros, lors de sa première cotation à 07H15 GMT, valorisant l'entité cotée à 2,5 milliards d'euros.

Les prix du pétrole avançaient vendredi, encore requinqués par de bonnes nouvelles de la demande américaine de produits raffinés. Vers 07h35 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,69% à 77,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 0,52% à 72,17 dollars. L'euro était stable (-0,02%) à 1,0886 dollar. Le bitcoin abandonnait du terrain, perdant 0,76% à 30.086 dollars.

Wall Street termine en baisse, l'emploi séduit mais les salaires inquiètent

La Bourse de New York a fini en baisse une séance mouvementée, digérant le rapport sur l'emploi qui a, à la fois, montré un ralentissement du marché du travail et une hausse des salaires, qui fait craindre pour l'inflation. Le Dow Jones a terminé en repli de 0,55%, le Nasdaq a cédé 0,13% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,29%. Durant toute la séance, Wall Street a débattu du rapport mensuel du ministère du Travail, publié avant l'ouverture. Il a fait ressortir 209.000 créations d'emplois en juin, soit

moins que les 220.000 attendues par les économistes, chiffre auquel il faut ajouter une révision en baisse de 110.000 postes pour les mois d'avril et mai. «Le marché de l'emploi décelère, mais les travailleurs sont toujours en quantité insuffisante, comme en témoigne le taux de chômage, qui a baissé de 3,7% à 3,6%», a commenté, dans une note, Jose Torres, d'Interactive Brokers. «Cela indique que le marché du travail, et plus généralement l'économie américaine, sont résilients», a abondé Quincy Krosby, de LPL Financial.

Le tableau a été quelque peu terni par la hausse de 0,4% du salaire moyen sur un mois, soit plus que les 0,3% anticipés, qui nourrit les inquiétudes relatives à la persistance de l'inflation. «La pression à la hausse sur les salaires a diminué par rapport au pic de début 2022, mais elle reste trop élevée pour la Fed (banque centrale américaine)», a fait valoir Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics. Les opérateurs attribuent une probabilité plus forte que jamais à une hausse du taux directeur de la Fed lors de sa prochaine réunion, les 25 et 26 juillet.

Mais ils doutent du discours des banquiers centraux, pour qui, en majorité, plusieurs relèvements supplémentaires seront nécessaires d'ici la fin de l'année. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat à 2 ans s'est ainsi détendu, à 4,93% contre 4,98% la veille en clôture. Sans conviction face à ce tableau contrasté, les indices ont oscillé dans des marges resserrées durant toute la séance, avant de passer dans le rouge peu avant la clôture.

Cours du : 06 Juillet 2023
Valeur : 10 Juillet 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.7811	135.7961
1	EUR EURO	147.4040	147.4474
1	GBP POUND STERLING	172.7495	172.8345
100	JPY JAPANESE YEN	94.3317	94.3487
1	CNY CHINESE YUAN	18.7308	18.7380
1	CHF SWISS FRANC	151.1534	151.2374
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.1525	102.1945
1	DKK DANISH KRONE	19.7920	19.7971
1	SEK SWEDISH KRONA	12.3938	12.3980
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.6888	12.6948
1	AED UAE DIRHAM	36.9633	36.9755
1	SAR SAUDI RIYAL	36.1948	36.2046
1	KWD KUWAITI DINAR	441.2775	442.1885
1	TND TUNISIAN DINAR	43.5444	43.9821
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.9260	13.9275
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1155	28.2597
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.8618	3.8622
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.8942	180.8942

ROBOT « TRANSFORMER »

Il se métamorphose pour rouler, voler, marcher et plus encore !

Des chercheurs américains ont créé M4, un véritable Transformer capable de se reconfigurer pour changer de mode de locomotion. Les chercheurs se sont inspirés des perdrix choukars et des hoazins huppés qui utilisent leurs ailes pour s'aider à courir, ou encore les lions de mer qui utilisent leurs nageoires pour marcher.

Les drones sont généralement limités à un seul moyen de locomotion, comme voler ou rouler au sol, ce qui limite leur utilisation possible. Afin de rendre les robots plus polyvalents, des chercheurs de l'institut Caltech aux États-Unis ont réussi à créer un appareil capable de se transformer afin de choisir parmi différents modes de locomotion en sélectionnant le plus efficace ou le plus adapté à la situation. Un article détaillé sur le robot a été publié dans la revue Nature Communications. Baptisé M4 (Multi-Modal Mobility Morphobot), il intègre une intelligence artificielle pour déterminer quel mode choisir. Il est doté de quatre roues afin de rouler au sol comme une voiture, son mode le plus efficace en termes d'énergie. Toutefois, ces roues peuvent pivoter à 90

degrés et contiennent également des hélices, transformant le M4 en drone volant. De multiples modes de locomotion L'appareil peut également se tenir debout sur deux roues, les deux autres servant à lui assurer l'équilibre, ce qui lui permet de voir par-dessus un obstacle sans s'envoler. De plus, le M4 est articulé, lui permettant de marcher, de se baisser pour passer sous un obstacle, de traverser un terrain accidenté, et même d'utiliser deux roues pour attraper un objet, comme des mains. Les chercheurs ont dénombré huit modes distincts. « Notre objectif était de repousser les limites de la locomotion robotique en concevant un système qui présente des capacités de mobilité extraordinaires avec une large gamme de modes de locomotion distincts », a indiqué Alireza Ramezani, un des au-

teurs de l'article. Les chercheurs espèrent que le M4 permettra de développer des robots spécialisés dans la recherche et le sauvetage, l'exploration spatiale ou tout simplement la livraison par drone.

CHATGPT CONNECTÉ À TOUT INTERNET

Alors, c'est mieux ?

Une fois connecté au Web, ChatGPT perd énormément de sa superbe. On se rend rapidement compte que dans ce contexte précis, il n'a pratiquement aucune utilité...

La nouvelle a fait grand bruit : En mai dernier, OpenAI a ouvert ChatGPT au Web. Il en résulte que, si l'on pose des questions relatives à des événements écoulés récemment, on n'est plus censé obtenir cette sempiternelle réponse : « En tant que modèle de langage, ma connaissance s'arrête en septembre 2021 (...) ».

L'opération était déjà possible grâce à certaines extensions telles que WebChatGPT, mais cette fois l'initiative vient de OpenAI et pouvait donc présenter un intérêt particulier.

Uniquement pour les utilisateurs de la version payante

Premier frein, seuls les abonnés à ChatGPT Plus - la version payante - ont droit à ce nouvel outil. Et, même pour eux, ChatGPT n'a pas rendu la procédure aisée. L'ouverture vers le Web n'est pas implicite : il faut le réclamer clairement, en premier lieu en demandant à y accéder dans les Settings. Pour que ChatGPT puisse accéder au Web, il faut en premier lieu, se rendre dans les Settings (paramètres), puis dans la section Beta Features (fonctions en test) et activer Web Browsing. Demander et redemander...

Pourtant, même après avoir effectué ce paramétrage de base, l'affaire n'est pas gagnée. L'accès au Web ne fonctionne sur aucune requête que l'on a pu poser précédemment. Il faut donc en poser une nouvelle, mais avant cela s'assurer que l'option choisie est bien GPT-4 et que l'option Browsing est validée nouvellement. Sinon, ChatGPT revient à son mode par défaut. Nous allons vite comprendre pourquoi cette nouvelle fonction n'est pas davantage poussée sur le devant de la scène.

FACE À LA MÉFIANCE ANTI-IA

Le « père » de ChatGPT en tournée mondiale

De passage à Paris, nouvelle étape de sa tournée mondiale, Sam Altman, le patron d'OpenAI et créateur de ChatGPT, a adopté un ton conciliant, quelques jours après des propos polémiques à Londres. Sur la question de la régulation des intelligences artificielles génératives, il pointe des difficultés techniques.

En voyage dans le monde entier, le patron de la start-up la plus en vue du moment voulait sortir de sa bulle californienne. Ces derniers jours, les étapes européennes du « World Tour » de Sam Altman - comme le directeur général d'OpenAI appelle lui-même son périple à la façon d'une rock star - lui auront permis de savoir à quoi s'en tenir sur les questions de régulation. Le sujet est capital pour l'avenir de l'intelligence artificielle, de son entreprise et du phénomène ChatGPT dont l'entrepreneur de 38 ans est à l'origine.

« Nous prévoyons de nous conformer », a rassuré la nouvelle coqueluche de la tech lors d'une séance de questions-réponses avec des start-uppers de Station F, l'incubateur de start-up emblématique de la French Tech, logiquement choisie pour l'escale parisienne ce vendredi. Le message suivait une série de rencontres de haut niveau, notamment à l'Élysée avec Emmanuel Macron et son ministre de l'Economie.

DIABÈTE

L'Apple Watch pourrait un jour mesurer la glycémie sans piqure

Les montres connectées sont capables de suivre votre activité physique quotidienne, vous renseigner sur votre pouls, votre taux de cholestérol, votre tension artérielle. Elles pourraient bientôt afficher la glycémie. Selon un article de Bloomberg relayé par BFMTV, Apple travaillerait sur ce sujet avec un procédé non invasif qui pourrait venir en aide aux personnes diabétiques.

La solution imaginée, intégrée à l'Apple Watch, présente l'avantage de mesurer la quantité de glucose dans le corps d'une personne sans prendre aucune goutte de sang. Les personnes diabétiques n'auraient ainsi plus besoin de se piquer.

Un système de laser Pour déterminer le taux de glucose dans le sang, Apple s'empare du procédé de spectroscopie d'absorption optique. Un système de laser permet ainsi d'estimer la concentration de glucose en atteignant une zone sous la peau. Un algorithme se charge ensuite de calculer la glycémie. Apple devrait bientôt pouvoir commercialiser un moniteur de glycémie. Surtout, la firme américaine pourrait à terme intégrer le procédé aux futures Apple Watch. La montre connectée, qui réalise déjà de nombreuses mesures, pourrait ainsi anticiper l'apparition du diabète chez les utilisateurs, leur permettant d'enrayer ou de retarder la maladie.

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

N° D'IDENTIFICATION FISCALE: 099802019121821

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 11/2023

Le directeur des équipements publics de la wilaya de Chlef sur délégation de responsable du programme lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour: Aménagement des établissements scolaires cycle secondaire à travers la wilaya:

- Lot N° 01: Aménagement de l'étanchéité au lycée DJILALI BOUNAMA - CHLEF
- Lot N° 02: Aménagement de chauffage central au lycée KOUDRI BOUJALTI ABELKADER (nouvelle ville) commune de CHETTIA
- Lot N° 03: Aménagement de chauffage central au lycée M'HAMED BREZINA- OULED FARS
- Lot N° 04: Aménagement de l'étanchéité au lycée ALI CHIHANE HAY AL HOURIA - CHLEF
- Lot N° 05: Aménagement d'un lycée MAACHE AISSA & SIDI ABERRAHMANE

CONDITIONS DE PARTICIPATION:

Ne peuvent soumissionner que les entreprises ou groupement pour un lot ou plusieurs lots ayant :

A- Capacités professionnelles

Pour lot N°01, 02 et 03:

- Le certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité, activité principale ou secondaire en Bâtiment, catégorie « I et plus », en cours de validité le jour d'ouverture des plis. :

Pour les lots N°04 et 05 :

- Les micro entreprises créées dans le cadre du dispositif de L'A.N.S.E.J ou de la E.N.G.E.M ou de la C.N.A.C et spécialisé dans le domaine du bâtiment justifié par la présentation d'une copie de la décision d'action d'avantage au titre de la réalisation des travaux de BTPH ou même nature délivrée par L'A.N.S.E.J ou de la E.N.G.E.M ou de la C.N.A.C

NB: le délai de l'offre considérée est supérieure au délai administratif proposé l'offre sera rejetée

PRESENTATION DE L'OFFRE:

Le soumissionnaire devra cacheter son offre, en utilisant trois (03) enveloppes intérieures séparées portant selon le cas, la mention:

- « Dossier de candidature »
- « Offre technique »
- « Offre financière »

Les trois enveloppes intérieures devront également comporter le nom et l'adresse du soumissionnaire.

L'enveloppe extérieure devra comporter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 11/2023

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DE LA WILAYA DE CHLEF

Projet Aménagement des établissements scolaires cycle secondaire à travers la wilaya:

- Lot N° 01: Aménagement de l'étanchéité au lycée DJILALI BOUNAMA - CHLEF
- Lot N° 02: Aménagement de chauffage central au lycée KOUDRI BOUJALTI ABELKADER (nouvelle ville) commune de CHETTIA
- Lot N° 03: Aménagement de chauffage central au lycée M'HAMED BREZINA- OULED FARS
- Lot N° 04: Aménagement de l'étanchéité au lycée ALI CHIHANE HAY AL HOURIA - CHLEF
- Lot N° 05: Aménagement d'un lycée MAACHE AISSA & SIDI ABERRAHMANE

A NOUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET EVALUATION DES OFFRES

Est adressée à Monsieur le Directeur des Equipements Publics, boulevard des Martyrs siège des trois (03) directions techniques à Chlef.

- La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres national ouvert dans la presse nationale en langue nationale et en langue française ou Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Publics (BOMOP).

- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de la préparation des offres avant 11H00.

- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la date retenue pour la remise des offres et l'ouverture des plis sera le premier jour ouvrable qui suit.

- La date d'ouverture technique et financière aura lieu à la date de dépôt des offres à 11H00.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date du dépôt des offres.

N.B: Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture candidature technique et financière des plis au niveau de la direction des Equipements Publics de Chlef.

	TENDANCE À LA RUPTURE	GENRE LYRIQUE	C'EST UNE FLEUR BLEUE	MAÎTRES	PRÉTEN- TIEUSES	FAIT DU TORT	JAUNE BRILLANT	PENTE ADOUCIE	SAISIR LA JUSTICE
VASE ÉTROIT	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
TELLES DES MOELLES	▶								
MÉDITES	▶						PLATINE SYMBOLISÉ	▶	
GAZ RARE	▶		COULEUR AUX CARTES	▶			▼		
RAPPORT FINANCIER	▶		PLATEAU DU SAHARA	▼		COURS SUISSE	▶		
RENVER- SENT	▶					POSER UNE GREFFE	▼		CAVALIÈRES
PRESSENT	▶							FÉLIDÉ ARBORICOLE	▼
LES AUTRES	▶			PANNEAUX ROUTIERS	▶			▼	
CALEÇON COURT	▶			AUTEUR AMÉRICAIN	▼	TOUCHÉE	▶		
DIALOGUE CHANTÉ	▶					TITRE POUR UN DOCTEUR	▼		
ENTRE MER ET MARAIS	▶					TAMIS	▶		

50 ANS APRÈS SA CRÉATION

Le concept Hyundai Pony Coupe renaît de ses cendres en Italie, son berceau d'origine

La réplique du concept Pony Coupe de Hyundai Motor Company a été présentée en première mondiale — quelque 50 ans après les débuts de son glorieux aîné — au lac de Côme en Italie. Dévoilé à l'origine lors de l'édition 1974 du salon de l'automobile de Turin, le concept Pony Coupe est un véhicule emblématique de l'histoire de la marque et de son héritage stylistique.



Hyundai a présenté la réplique de son concept Pony Coupe lors de l'inauguration de « Hyundai Reunion », un événement en hommage à l'héritage de la marque à l'occasion duquel des responsables et designers, anciens et actuels, de Hyundai se regroupent pour évoquer le passé de la marque, son ambition immuable et ses futures orientations. Parmi les personnalités présentes à cet événement figuraient notamment Giorgetto Giugiaro et son fils Fabrizio Giugiaro, lui-même designer de longue date, venus présenter la réplique — tant attendue et réalisée par le bureau de style GFG Style, sous la houlette experte de Fabrizio et Giorgetto — du véhicule qui a conduit à la création de la Pony d'ori-

gine, premier modèle indépendant de la marque et première voiture de série coréenne.

Avec sa sensibilité esthétique des plus singulières, le concept Pony Coupe a été l'un des véhicules précurseurs de son époque. Malheureusement, du fait du contexte économique défavorable qui régnait à la fin des années 1970, ce concept, qui aurait pu être la première voiture de sport mythique de Hyundai, n'a pu faire l'objet d'une production commerciale et a été à jamais perdu pour l'histoire. Toutefois, il incarne la volonté absolue de Hyundai de s'engager en sport automobile pour y assoier son leadership sur le long terme en tant que constructeur automobile — un état d'esprit qui explique aujourd'hui encore la position dominante de la marque

dans le secteur de l'électrification et des technologies hydrogène hautes performances.

Le concept Pony Coupe arbore un design extérieur inspiré du style origami caractérisé par des lignes géométriques, une ligne de toit aérodynamique, des surfaces d'une grande pureté, des proportions dynamiques, et un montant B au profil exclusif. Le traitement de ses surfaces se veut extrêmement graphique et ses boudins sont peints couleur carrosserie. En 1974, il se démarquait tout particulièrement par sa face avant cunéiforme et ses projecteurs circulaires qui ont conservé encore aujourd'hui toute leur élégance. Sa poupe tronquée (coda tronca) se distingue par un hayon au profil effilé qui donne accès à l'arrière du véhicule.

MERCEDES-BENZ EQT

Le nouveau ludospace premium 100% électrique pour les amateurs de loisirs

Mercedes-Benz Vans a fermement ancré dans sa stratégie son aspiration à devenir le chef de file de la mobilité électrique et fait systématiquement passer toutes les séries de modèles à l'électrique. Cela inclut une gamme de solutions de mobilité électrique propres à tous les segments, y compris celui des petits utilitaires et de leurs dérivés ludospaces. L'EQT Mercedes-EQ (consommation électrique moyenne (WLTP) : 18,99 kWh/100 km ; émissions de CO₂ moyennes (WLTP) : 0 g/km) est un ludospace premium qui associe la polyvalence et les équipements haut de gamme de la Classe T aux avantages d'une propulsion 100% électrique.

Le nouvel EQT Mercedes-EQ permet aux familles ainsi qu'aux amateurs d'activités de loisirs d'entrer dans l'univers tout électrique at-

trayant de la marque Mercedes. Ce ludospace premium électrique pourra être commandé dans un futur proche. En France, les tarifs de l'EQT démarreront à environ 46 000 € TTC clés en mains (longueur standard). Grâce à la calandre Black Panel munie d'une étoile centrale et d'ailettes au profil dynamique, le nouvel EQT est immédiatement reconnaissable comme un membre de la famille Mercedes-EQ. Ce ludospace électrique allie des dimensions extérieures compactes et un grand espace utile. Dans le même temps, grâce à l'installation protégée et peu encombrante de la batterie dans le soubassement, avec un centre de gravité très bas, l'habitacle offre quasiment la même polyvalence et la même fonctionnalité que la Classe T à motorisation classique. En longueur standard, l'EQT mesure 4498 millimètres de long,

1859 millimètres de large et 1819 millimètres de haut. Une version à empattement long suivra cette année.

Tout comme la Classe T, le nouvel EQT offre de nombreux avantages aux familles et aux amateurs d'activités de loisirs, facilitant ainsi leur vie quotidienne et leur conférant un haut niveau de confort. Parmi ces avantages, citons le seuil de chargement abaissé de seulement 561 millimètres, qui facilite le chargement d'objets lourds. Les portes coulissantes situées des deux côtés du véhicule offrent chacune une ouverture de 614 millimètres de large et de 1059 millimètres de haut. Cela assure un accès pratique à l'arrière, et le chargement peut avoir lieu de manière flexible depuis trois côtés, y compris depuis le hayon. La banquette arrière peut accueillir jusqu'à trois sièges enfant.

Moteur électrique à la pointe de la technologie

À l'occasion du lancement sur le marché, un moteur électrique présentant une puissance maximale de 90 kW (122 ch) et un couple maximal de 245 newtons-mètres est disponible. La batterie lithium-ion de 45 kWh (capacité utile) se trouve dans un emplacement protégé contre les chocs dans le soubassement, devant l'essieu arrière. Au travail, à domicile ou sur les bornes de recharge publiques, l'EQT peut être rechargé facilement en courant alternatif (CA) à 22 kW à l'aide du chargeur embarqué. La charge est encore plus rapide au niveau des bornes de recharge rapide qui utilisent du courant continu (CC) en fonction de l'état de charge et de la température de la batterie haute tension.

APRÈS LE BIGSTER !

DACIA promet deux nouveaux SUV

La gamme de modèles de la firme roumaine se compose actuellement de quatre modèles, qui s'agrandiront dans les années à venir à mesure que la marque pénétrera de nouveaux segments. Dans une interview accordée à FOCUS online, Xavier Martinet, Membre du Directoire Marketing et Commercial de Dacia, explique comment le constructeur compte encore se développer dans les années à venir. Martinet affirme que DACIA proposera des modèles à moteur thermique le plus longtemps possible, en s'appuyant sur des technologies respectueuses de l'environnement telles que le GPL et les hybrides complets. "Nous continuerons bien entendu à proposer la Dacia Sandero. L'enjeu pour la Sandero n'est pas l'Euro 7, mais l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. Lorsque la prochaine génération de la Sandero arrivera à la fin de la décennie, elle aura probablement des motorisations différentes. Ces technologies existent déjà au sein du Groupe Renault." Affirme le Directeur marketing ventes & opérations Dacia.

En 2025, le premier SUV du segment C arrivera aux showroom européens. Après le Bigster, deux autres modèles de cette classe, basés sur la plate-forme modulaire existante CMF-B, suivront. Des véhicules d'une longueur de 4,60 mètres peuvent faire leur apparition, ces derniers seront animés par des groupe motopropulseur hybrides ainsi qu'une technologie de traction intégrale. Sans oublier évidemment l'arrivée, l'année prochaine, sur le segment B, de la nouvelle génération du Dacia Duster, le modèle porte étendard de la firme de Mioveni.

Avec ses nouveaux modèles, DACIA développera une gamme de modèles voiture qui accentue l'image de la voiture bon marché. Aussi, le constructeur roumain introduira la nouvelle ligne d'équipement "Extreme" en tant que variante supérieure avec de nouvelles couleurs et de nouveaux matériaux sur tous les modèles. "Le message est clair : Dacia évolue mais reste fidèle à elle-même en matière de rapport qualité-prix", ajoute Xavier Martinet. Dans cinq ans, DACIA aura une offre plus importante, ainsi elle augmenterait significativement ses parts de marché dans le Vieux Continent, ainsi qu'ailleurs.

DEMANDE DE FRET AÉRIEN

En baisse de 2,4% sur le continent africain

La demande de fret aérien a connu en mai dernier une baisse de 2,4% sur le continent africain en comparaison aux volumes enregistrés durant le même mois de 2022, selon un rapport publié par l'Association du transport aérien international. Cela correspond aussi à une diminution de 0,9% par rapport au mois d'avril 2023. Dans son rapport, l'IATA explique cette baisse par le ralentissement des échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Asie, la croissance des flux sur les routes commerciales entre ces deux régions étant passée de 18,5% en avril à 11% en mai. La baisse s'est généralisée à presque toutes les autres régions du monde, à l'exception de l'Amérique latine où la seule performance positive du mois a été enregistrée (+3,6%).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 09 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Tebboune reçoit une invitation de son homologue iranien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune est invité à effectuer une visite officielle en Iran. Une invitation qui a été formulée hier samedi par le président iranien, Ebrahim Raisi, qui a reçu le ministre des Affaires étrangères M. Ahmed Attaf à Téhéran. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, relayé par la télévision nationale, le chef de la diplomatie algérienne a transmis les salutations du Président Tebboune à son homologue iranien lors de cette rencontre.

M. Attaf a également transmis à un message au Président iranien : « Un message qui s'inscrit dans le cadre de la confirmation des discussions menées auparavant entre les deux Chefs d'Etat » assure la même source, qui précise que M. Raisi a salué les avancées que connaît l'Algérie grâce aux réformes politiques, économiques et sociales menées par le Président Tebboune.

« Le Président iranien a réitéré son engagement à poursuivre les consultations avec le Président Tebboune afin de développer la coopération économique et politique entre les deux pays » ajoute le communiqué. Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le chef de la diplomatie algérienne est arrivé, vendredi soir à Téhéran, pour une visite de travail dans la République islamique d'Iran.

PÉTROLE

Le cours au plus haut depuis 2 mois !

Les cours du pétrole brut ont grimpé vendredi à leur plus haut niveau depuis deux mois. Le baril de Brent de la mer du Nord (cours de référence) pour livraison en septembre a grimpé de 2,54% à 78,47 dollars. En parallèle, son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août, a progressé de 2,86% à 73,86 dollars. La légère détente observée sur le marché de l'emploi aux États-Unis éloigne désormais les craintes que la banque centrale américaine n'éprouve le besoin de redresser un peu trop la barre en majorant les taux d'intérêt, ce qui, le cas échéant, aurait eu pour conséquence de ralentir l'économie US et de donc de faire chuter la demande énergétique outre-Atlantique.

En juin dernier, les créations d'emplois aux États-Unis sont restées solides mais ont augmenté moins que prévu à 209.000.

Les analystes estiment que dans un tel contexte, la Réserve fédérale américaine (Fed) pourrait ne pas maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé aussi longtemps qu'ils ne le prévoyaient.

Mais si certes, les inquiétudes concernant une potentielle baisse globale de la demande demeurent - synonyme de chute des cours - les annonces de réduction de l'offre émanant de la Russie et d'Arabie saoudite ont plus que contrebalancé la tendance baissière.

Les cours auront ainsi grimpé ces dernières heures, les marchés réagissant à l'extension des coupes de production de l'Arabie Saoudite et à la baisse des exportations russes de brut enregistrée parallèlement. Ces deux importants pays producteurs d'or noir ont annoncé mardi des baisses de leur offre.

SONATRACH RAFFINERIA ITALIANA

Un chiffre d'affaires de 7,2 milliards d'euros en 2022

La raffinerie d'Augusta du groupe Sonatrach, située en Sicile, au sud de l'Italie, a été classée à la tête des dix premières entreprises opérant dans cette province. Selon un rapport publié par la banque de données italienne Aida, le groupe Sonatrach occupe la première position en Sicile, grâce au chiffre d'affaires de 7,2 milliards d'euros, réalisé en 2022 par sa raffinerie d'Augusta baptisée depuis quelque temps au nom de Sonatrach Raffineria Italiana.

Le rapport précise que le concurrent le plus proche, classé 2e au top 10 des entreprises siciliennes, était la raffinerie Isab, qui appartenait au complexe énergétique russe Lukoil, dont



la propriété a été transférée, il y a deux mois, au chypriote Goy Energy, pour un montant de 2,5 milliards d'euros.

La raffinerie Augusta avait réalisé, rappelle-t-on, un chiffre d'affaires de plus de 4,3 milliards d'euros en 2021 et plus de 2,3

milliards d'euros en 2020. Durant ces deux années, elle a réalisé annuellement près de 8 millions de tonnes de produits raffinés.

Rachetée en 2018 par le groupe Sonatrach à l'américain Exxon Mobil, sa capacité de raffinage peut atteindre 10 millions de tonnes par an sous forme d'essence, de gasoil et autres produits pétroliers raffinés. La société, qui emploie 700 travailleurs, est le leader européen de la production de produits de base pour lubrifiants, bitume et paraffine. Elle commercialise ses nombreux produits raffinés dans ses principaux marchés qui sont l'Italie, l'Espagne, la France, la Turquie et l'Égypte.

INCENDIES

Nécessité de protéger le patrimoine forestier et les récoltes

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a souligné à nouveau, samedi, la nécessité de protéger le patrimoine forestier et les récoltes agricoles des incendies, rappelant la décision interdisant d'allumer des feux ou des barbecues dans les espaces forestiers entre le 1 juin et le 31 octobre 2023.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué dans une note entrant dans le cadre de la sensibilisation aux dangers en lien avec la saison estivale, que "la conjugaison de nos efforts nous évitera les incendies en tout genre cette année", insistant sur la responsabilité de tout un chacun en matière de prévention.

Le ministère avait lancé, juin dernier, une campagne de prévention contre les feux de forêt, prévue tout l'été à travers l'ensemble des wilayas du pays, sous la supervision des walis de la République, avec la participation de plusieurs secteurs ministériels, organismes et établissements publics et acteurs de la société civile. Cette campagne vise à "sensibiliser à l'importance de la préservation du patrimoine forestier contre les risques d'incendies, par l'adoption des bons gestes et le respect des règles de prévention au niveau de ces espaces en vue de préserver l'intégrité des personnes et des biens".

Une Commission nationale de protec-

tion des forêts (CNPFF) a également été installée pour l'année 2023.

Composée de représentants de 13 ministères et de 11 entreprises nationales concernées par la protection des forêts, la Commission est chargée d'arrêter et d'actualiser le plan de lutte préventive et active contre les feux de forêt, les agents pathogènes et maladies des forêts.

Elle œuvrera à mettre en place le programme des commissions de wilayas pour la préservation des forêts à l'entame de chaque campagne, d'étudier et d'exploiter l'évaluation finale sur la base des rapports qui lui sont transmis par ces commissions à la fin de chaque campagne.

NOUVELLE GARE MARITIME D'ANNABA

Arrivée d'un premier ferry

Un premier ferry, El Djazair II, en provenance de Marseille (France), transportant un millier de membres de la communauté nationale vivant en Europe, a accosté, vendredi matin, au nouveau terminal maritime de passagers, à Annaba.

Après une suspension de l'activité de transport maritime de voyageurs à destination et au départ d'Annaba, qui aura duré cinq ans, l'antique Hippone reçoit le premier ferry avec, à son bord, 1.059 passagers de la communauté nationale établie à l'étranger, au titre de la première des traversées prévues pour la saison estivale 2023.

Le wali d'Annaba, Djamel-Eddine Berimi, entouré de responsables locaux et de représentants des corps chargés de superviser l'accomplissement des formalités, était à l'accueil des passagers dans une atmosphère de joie et de fête créées par des troupes folkloriques qui ont conféré à la gare maritime une ambiance haute en couleur.

Visiblement enchantés par cet accueil, autant que par la reprise des traversées, les membres de la communauté établie à l'étranger semblaient également satisfaits devant la souplesse et la rapidité des formalités douanière et de police.

Parmi les passagers approchés au sortir de la gare, Karim, un jeune Algérien résidant à Nice (France), venu passer ses vacances d'été dans sa ville natale de Chetaïbi, a fait



part de son «immense bonheur devant la reprise des traversées de et vers Annaba». Il s'est également dit «très heureux des facilités accordées par l'Etat algérien à ses expatriés pour leur permettre de passer leurs vacances dans leur pays».

Le même sentiment de satisfaction et de bonheur se lisait sur le visage de Fadila lorsqu'elle a quitté le terminal maritime après des formalités qui n'ont pas pris plus de 10 minutes. «Je suis émue par cette atmosphère merveilleuse et très fière de l'organisation mise en place et de cette nouvelle gare maritime qui est de niveau mondial et reflète le saut qualitatif du transport maritime de voyageurs en Algérie», a-t-elle confié.

Les formalités, à la gare maritime d'Annaba, sont accomplies dans des conditions d'organisation et de fluidité appréciées des voyageurs. Deux couloirs ont été aménagés pour faciliter les formalités aux familles, aux passagers âgés et aux personnes handicapées. Le traitement et l'accomplissement de l'ensemble des formalités par les passagers d'El Djazair II, au nombre de 1.059, en plus de 277 véhicules, devaient s'effectuer «en deux heures maximum», ont affirmé les responsables de la station maritime d'Annaba. Le programme des traversées, pour la saison estivale en cours, s'effectuera sur les lignes Annaba-Marseille et Annaba-Gênes (Italie), a-t-on précisé.